

# ACTIVITÉS DE PRODUCTION ET DE TRANSFORMATION DE TYPE INDUSTRIEL

par Yves MARGUERAT, Géographe

Une carte d'atlas se doit d'être un inventaire de localisation, mais aussi bien davantage : un instrument de compréhension des systèmes d'organisation spatiale. Dans un domaine en évolution aussi rapide que le secteur industriel, les délais inévitables pour l'impression d'un document cartographique rendent un tel catalogue passablement dépassé avant même sa publication. C'est pourquoi nous sommes efforcés de donner du fait industriel au Cameroun une image à la fois analytique et synthétique, à la date conventionnelle du 1<sup>er</sup> janvier 1970 — début de la seconde décennie de l'indépendance — nécessaire à l'homogénéisation de nos données de base, afin de mettre en évidence les structures spatiales les plus caractéristiques qui sont, elles, relativement permanentes. D'où l'élaboration d'un jeu de cartons qui décrivent la localisation, établissement par établissement, des fonctions industrielles (planches XIVa et XIVb) et énergétiques (planche XV) et d'une carte synthétique (planche XIII) établissant un bilan des données essentielles (type d'activité, volume des affaires et de l'emploi) pour chacun des foyers d'activité ; les notions d'investissement (par établissement et par foyer) et de « commandement géographique » sont regroupées sur les cartons de la planche XV. Les données chiffrées essentielles sont regroupées sous forme de tableaux au sein de ce texte.

## I. - Définitions et classifications

Avant d'aller plus loin, il est indispensable de bien préciser les notions utilisées. Dans un pays dont les activités sont essentiellement rurales et « traditionnelles », tout le secteur productif « moderne » forme un ensemble cohérent et bien défini, qui se caractérise par l'emploi d'une technologie (savoir-faire et machinerie), de méthodes de gestion, de structures financières, d'une logique économique de compétition et de productivité qui sont celles du capitalisme (privé ou d'Etat), avec tout ce que cela signifie, dans chacun de ces aspects, de dépendances vis-à-vis du monde extérieur (importations de produits de base, de matériel, de capitaux, de techniciens, exportation de denrées locales plus ou moins transformées, concurrence pour le contrôle des marchés...). C'est pourquoi il est indispensable de réunir en un unique groupe de cartes toutes ces activités, qu'elles se consacrent à la grande production (minière, énergétique, forestière, agricole même) ou à la transformation (secteur industriel stricto-sensu), deux domaines économiques que lient l'un à l'autre d'indissolubles correspondances.

Afin d'être aussi synthétiques que possible dans un domaine d'une aussi grande diversité, nous avons dû recomposer un système de classification des activités différent de ceux utilisés le plus souvent, en particulier le code CITI-Cam., dérivé de la « Classification internationale type des industries », parce qu'il se fonde sur la matière première utilisée, d'où des associations malcommodes (comme, par exemple, celles du « sous-secteur 24 », qui regroupe tout ce qui concerne les vêtements, la literie et les garnitures d'automobile, ou celles du 33, « industries des minéraux non-métalliques », où cohabitent la fabrication des briques, du ciment, du verre et de la porcelaine...) et des disjonctions gênantes (ainsi des chaussures en plastique d'avec les autres, que fabriquent pourtant les mêmes usines). A vrai dire, aucun système n'est pleinement satisfaisant. Le plus significatif dans notre cas est de regrouper les activités selon la *logique de leur finalité*, c'est-à-dire le type de produit qu'elles mettent sur le marché, que celui-ci soit intérieur ou international, ou bien « intermédiaire » (travaillant pour les autres entreprises — cas encore peu fréquent : en gros 10 % du chiffre d'affaires total, contre 40 % à l'exportation et environ 50 % pour le marché local). C'est selon cette rationalité du produit terminal que s'organisent des filières de transformation, plus ou moins intégrées, comme cette entreprise de Douala fabriquant des boissons qui s'est donné des établissements complémentaires destinés à la ravitailler en bouteilles, puis en capsules : en vertu du principe directeur en usage ici, ces fabriques sont considérées comme des « annexes » du secteur des industries alimentaires.

L'ensemble des entreprises (plus de 400) est donc classé en une quinzaine de ces secteurs, décrits de façon synthétique (par une couleur) sur la planche XIII, de façon analytique (par un carton où les symboles distinguent les diverses rubriques) sur les planches XIV. On doit les distribuer en deux domaines :

### Sources principales :

• Documents officiels : dossiers du Ministère du Plan de la République Unie du Cameroun, de la Direction de la Statistique, de la Chambre de Commerce de Douala, du Syndicat des Industriels, des Inspections du Travail des principales villes.

• Publications d'EDIAFRIC (57, av. d'Iéna, PARIS 16<sup>e</sup>) : Bulletin de l'Afrique Noire, Documentation Africaine, Afrique-Industrie, et de MARCHÉS TROPICAUX (190, bd Haussmann, PARIS 8<sup>e</sup>).

A. LES ACTIVITÉS DE TRANSFORMATION, c'est-à-dire les « industries » au sens strict, représentées sur la planche XIII par les couleurs vives rehaussées d'un cerne noir (partie gauche de la légende).

• Les industries alimentaires (couleur orange vif sur la planche XIII, premier carton de la planche XIVa, codifiées par la lettre A sur les cartons de la planche XV et sur les tableaux) sont parmi les plus nombreuses (une quarantaine d'établissements), les mieux dispersées sur l'ensemble du pays (les brasseries SABC en particulier sont organisées selon une stratégie régionale, avec chacune un réseau de distribution local) et les plus puissantes : avec un chiffre d'affaires global de plus de 13 milliards de francs CFA (1), elles représentent près du tiers du total des activités de transformation, avec un sixième de la main-d'œuvre et 28 % des investissements.

Outre la farine, le pain, les confiseries, les pâtes alimentaires, etc., on peut distinguer les entreprises qui produisent de la viande de conserve ou de boucherie (avec en « annexe » un complexe d'élevage industriel à Ngaoundéré, indiqué en orange clair sur la planche XIII, réuni au secteur A sur la planche XIVa), les sociétés de pêche industrielle et de conservation du poisson (avec, comme la SIPEC, parfois leur propre réseau de distribution dans le pays), les fabriques de boisson (SABC, GUINNESS, UCB), de glaces alimentaires, une manufacture de cigarettes (BASTOS).

• Les industries textiles (couleur violette, deuxième carton de la planche XIVa, lettre T) tissent, impriment ou façonnent vêtements, « pagnes », couvertures, bâches, chaussures... Elles sont essentiellement concentrées à Douala, avec toutefois des usines importantes à Yaoundé et à Victoria et le complexe cotonnier CICAM (à capitaux publics) à cheval sur Garoua (où se trouve la matière première) et Douala (où sont les principaux débouchés). Avec 5 500 salariés, les activités textiles représentent plus du quart des emplois du secteur des industries de transformation et un sixième du chiffre d'affaires, avec seulement 8 % des investissements.

• Les industries métallurgiques et mécaniques (rouge vif, troisième carton de la planche XIVa, lettre M) représentent, elles, le plus gros investissement du secteur de transformation : plus de 11 milliards, soit 37 % (et un quart du chiffre d'affaires, un sixième de la main-d'œuvre). A l'exception de la très puissante usine d'aluminium d'Edéa, ALUCAM, qui travaille surtout pour l'exportation, il s'agit d'une trentaine de firmes assez diverses, pour la plupart sises à Douala, qui ravitaillent le pays en produits d'équipement : charpentes métalliques, chaudronnerie, machettes — le principal outil des paysans —, tôles et ustensiles ménagers (fabriqués avec l'aluminium d'Edéa)..., montent des biens de consommation : bicyclettes, automobiles « Land Rover », appareils de radio (les entreprises d'électricité ne sont pas assez nombreuses pour mériter ici une catégorie distincte)..., ou les réparent : rectification de moteurs, gros garages qui, dans les villes moyennes, sont d'importants centres d'utilisation et de diffusion de ce genre de technologies.

• Les imprimeries (et industries de papier, toutes encore en projet) — bleu vif, cinquième carton de la planche XIVa, lettre I — sont remarquables non par leur importance industrielle, mais par le nombre de leurs entreprises (publiques, privées ou missionnaires) et leur dispersion : les grandes villes du Cameroun méridional ont ainsi les moyens de diffuser des journaux locaux (nombreux en zone anglophone), des brochures en langue vernaculaire, de petits ouvrages scolaires... Ce fait semble être particulier au Cameroun : dans les autres Etats africains francophones, le pouvoir de diffusion de l'information est essentiellement regroupé dans la capitale.

• Les industries chimiques (jaune, quatrième carton de XIVa, lettre C) sont beaucoup moins nombreuses, bien qu'assez variées (savons, peintures, objets en plastique, engrais...) et assez peu puissantes : aucune d'entre elles ne compte parmi les très grandes entreprises du pays. Ce sont aussi les plus exclusivement concentrées à Douala : le rechapage de pneus de Victoria-Ombé et les parfums de Ngaoundéré sont presque anecdotiques.

• Le travail des produits de plantation (bleu foncé, deuxième carton de la planche XIVb, lettre P') regroupe des entreprises qui décortiquent le café ou le riz, extraient l'huile de l'arachide ou du palmier, broient le manioc... et qui, à l'inverse des usines de première transformation accompagnant les grandes plantations industrielles, sont indépendantes de la production proprement dite (encore que ce traitement puisse constituer un « point de passage obligé » — ainsi les usines à café de la région du Mungo — et assurer à son détenteur un pouvoir économique et social plus ou moins déterminant sur les planteurs, indépendants en théorie, mais incapables d'un tel investissement et donc contraints d'en passer par lui). A côté d'une poussière de très petits établissements — une cinquantaine — éparpillés

(1) 1 franc CFA = 0,02 FF.

dans les zones de production, il faut surtout signaler deux gros utilisateurs de sous-produits du cacao, la SIC à Douala et la SOCACAO à Yaoundé, qui eux n'ont plus de rapports directs avec le monde rural. Enfin nous avons inclus dans cette catégorie le complexe agro-industriel SOSUCAM de Mbandjock, qui fait pousser la canne à sucre et en extrait un sucre de consommation courante. L'impossibilité de distinguer les activités de plantation de celles d'usinage (les ouvriers passant même des unes aux autres selon les saisons) et le fait que la finalité de l'entreprise (dont un tiers des capitaux sont publics) soit de fournir un produit fini au marché local et non une matière première pour l'exportation, conduit à ranger la SOSUCAM dans cette catégorie des industries de transformation plutôt que parmi les grandes plantations.

- *Le travail du bois* (vert vif, dernier carton de XIVa, lettre F'), que nos sources ne permettent pas toujours de distinguer des exploitations forestières (qui ont le plus souvent leurs scieries), regroupe une vingtaine de firmes qui, les unes (proches des zones d'abattage, donc dans les petites villes de la zone forestière) transforment le bois brut en produit semi-fini : écorçage, découpage en liteaux (à Dimako), imprégnation spéciale pour traverses de chemin de fer (à Badjob), fabrication de contreplaqué (à Mbalmayo)..., les autres (dans les centres urbains) utilisent le bois pour ravitailler le marché local en meubles et en charpentes. Douala et Yaoundé regroupent les établissements de bonne taille ; dans nombre de villes moyennes (Victoria, Bamenda, Bertoua...), se trouvent des entreprises à peine plus qu'artisanales mais d'importance locale évidente. Un vaste projet de production de pâte à papier à Edéa devrait révolutionner les conditions de la sylviculture dans les forêts de la basse Sanaga.

- Enfin *les annexes de bâtiment* (brun foncé, sixième carton de XIVb, lettre B') gravitent autour du secteur de la construction moderne dont dépendent et leur prospérité et leur localisation. Une quinzaine de firmes produisent des matériaux de construction bruts (sable, graviers, pierre à bâtir) ou élaborés (ciment, chaux, briques) ; un nombre équivalent fournissent des éléments de finition : carrelages, portes et fenêtres, peinture... Ce ne sont que de petites firmes, à l'exception d'une entreprise d'origine publique, la CIMENCAM (en construction en 1970, achevée depuis) qui ravitaillait le Cameroun et le Tchad en ciment à partir de clinkers importés à Douala et de calcaires locaux à Figuil.

B. LES GRANDES ACTIVITÉS DE PRODUCTION de type industriel forment un domaine qui représente un chiffre d'affaires total inférieur d'un cinquième à celui des industries de transformation (33 milliards contre 41), mais un volume d'investissement supérieur de moitié (46 milliards au lieu de 31), et un nombre d'emplois près de deux fois et demi plus grand (53 000 salariés permanents face à 21 000) ; leur assiette spatiale est notablement différente (puisque la plupart d'entre elles visent à la mise en valeur d'une ressource locale, le plus souvent pour l'exportation) ainsi que le montre la planche XIII, où elles figurent en teintes douces (en essayant de respecter les correspondances logiques).

- *L'élevage industriel* (orange clair) : une seule firme, regroupée avec les industries alimentaires.

- *Les mines* (gris foncé, quatrième carton de XIV b, lettre X), peu importantes au Cameroun, nettement moins favorisées par la géologie que les pays voisins : peu de gisements exploitables dans les conditions actuelles, deux mines utilisées depuis assez longtemps mais peu productives et en voie d'épuisement : l'or de Bétaré Oya (quelques kilos annuels dans la décennie 1960) et l'étain de Mayo Darlé (60 tonnes par an, 5 500 au total depuis 1936). Deux espoirs en cours de réalisation : le calcaire et les marbres de Figuil, déjà utilisés pour faire de la chaux, prennent enfin de la valeur grâce à l'usine de la CIMENCAM ; les bauxites de Minim - Martap, au centre de l'Adamaoua, deviennent exploitables grâce à l'achèvement du chemin de fer transcamerounais.

- *Les recherches pétrolières* (gris rayé, même carton, lettre X<sup>o</sup>) ont été menées depuis longtemps dans la région de Douala (où du gaz a été trouvé) et sont actuellement en plein essor aux confins sud-occidentaux, dans les marécages côtiers de Rio del Rey, où des indices prometteurs (malgré le morcellement extrême des couches géologiques par la surrection du Mont Cameroun) ont attiré les grandes compagnies pétrolières internationales. Mais il n'y a pas encore de production (ni donc de chiffre d'affaires).

- *La fourniture d'énergie* et d'eau potable (gris clair, dernier carton de XIV b, lettre E), indispensable au développement industriel comme à la croissance urbaine, est faite par les agences locales des services publics (EDC, SNEC et POWERCAM pour la zone anglophone) et par la société mixte ENELCAM qui gère le barrage d'Edéa et ravitaillait en courant tant l'usine ALUCAM — principal utilisateur du pays — que les villes de Douala et de Yaoundé. La planche XV indique l'origine de cette énergie électrique. On y voit la disproportion entre les centrales thermiques qui équipent les principales villes (avec une puissance installée de 19 000 kVA), — sauf celles de l'Ouest et du Fako, alimentées par de petites usines hydro-électriques (3 000 kVA au total) — et le formidable barrage d'Edéa, vieux de vingt ans, l'un des plus grands d'Afrique, avec une puissance installée de 190 000 kVA et une production en 1969 de 1 029 millions de kWh, soit 99 % de l'énergie camerounaise. L'électricité d'Edéa est acheminée par lignes à haute tension (90 kV) jusqu'à Douala et Yaoundé (dont les centrales thermiques ont été mises en veilleuse), et maintenant jusqu'à Bafoussam. Les grandes irrégularités annuelles du débit de la Sanaga ont longtemps gêné la production d'Edéa (qui par exemple ne put dépasser 952 millions de kWh en 1967). On a donc dû, en même temps que l'on agrandissait la centrale électrique (Edéa II, puis Edéa III), prévoir en amont de vastes barrages-réservoirs : celui de Mbakaou, sur le Djérem, contient depuis 1970 1,8 milliards de m<sup>3</sup> ; un second est en préparation sur le haut Noun, qui noiera une grande part de la plaine de Ndop. D'autres sites sont exploitables ultérieurement : Lagdo sur la Bénoué à court terme, Nachtigal ou Song Loulou sur la Sanaga par la suite, d'autres sites sur le Nyong ou le Nkam plus tard encore. Ce sont là bien sûr des investissements énormes. Ceux déjà réalisés représentent en 1970 16 milliards, soit 35 % des activités de grande production.

La consommation de courant électrique reflète les mêmes déséquilibres : le complexe ALUCAM en absorbe 85 %, Douala 9 % (97 millions de kWh en 1969), Yaoundé 3 % (31 millions). Parmi les autres villes, seules Garoua, Edéa, Maroua, Ngkongsamba et Bafoussam dépassent le million de kWh, avec en moyenne 15 à 25 abonnés pour 1 000 citoyens, contre 50 à Douala et à Yaoundé, dont la consommation a respectivement triplé et quadruplé en 10 ans : l'électrification au Cameroun reste un privilège des grandes et surtout des très grandes villes.

- *Les plantations industrielles* (bleu clair, 1<sup>er</sup> carton de XIV b, lettre P), dont une trentaine possèdent sur place des usines de première transformation de leur production (pressage de l'huile de palme, séchage du latex ou du thé, décorticage du café...), pèsent d'un poids considérable sur le secteur de production de type industriel : 7 milliards de chiffre d'affaires (soit près du quart), 14 d'investissements (près du tiers ; sur 21 firmes totalisant plus d'un milliard CFA, 7 sont des plantations), 30 000 salariés, soit 58 % de la main-d'œuvre... Les plus importantes d'entre elles, à capitaux privés (PAMOL à Ndian, SAFACAM à Dizangué) ou publics (comme l'énorme complexe — 80 000 ha — de la C.D.C. dans les plaines du Fako : zones de Victoria, de Tiko, d'Ekona...), et les nouvelles plantations du « Plan palmier » à Mbongo, près de Douala, et à Esèka, se trouvent dans le sud-ouest du pays, de la vallée du Ndian à celle de la Sanaga, avec une forte concentration sur les très riches terres volcaniques de la région du Mont Cameroun et du Mungo.

- *Les « organismes de promotion agricole »* (bleu clair pointillé, 3<sup>e</sup> carton de XIV b, P<sup>o</sup>) représentent peu d'investissement et de salariés, mais 6 milliards de chiffre d'affaires (19 % du domaine). Ce sont en quelque sorte des plantations industrielles qui ne plantent rien elles-mêmes mais encadrent la production de la paysannerie locale, fournissant semences, engrais et conseils, achetant la récolte, qu'elles transforment et commercialisent. Sauf l'UCCAO du pays bamiléké et son homologue anglophone de Bamenda, qui sont des coopératives de petits planteurs de café arabica, il s'agit de sociétés d'Etat (camerounais et français) qui ont la charge de développer dans l'Est le tabac (SFCT) et dans le Nord le riz (SEMRY) et surtout le coton (CFDT, dont la « capitale », Kaélé, regroupe les services administratifs et techniques, une puissante usine d'égrénage et une huilerie) ; les unes et les autres pèsent de façon décisive dans l'aménagement régional.

- *Les exploitations forestières* — décrites en détail par la planche XVI — sont présentées ici surtout pour les scieries, de brousse ou de ville, dont la plupart sont équipées (vert clair, 7<sup>e</sup> carton de XIV a, F). Elles sont les plus nombreuses de toutes les entreprises de type industriel (près de 60) ; elles font près du cinquième du chiffre d'affaires et du sixième de l'emploi (9 000 salariés) du domaine de la grande production. Présentes surtout dans la partie occidentale de la grande forêt du Cameroun méridional, on les voit maintenant pénétrer les vastes étendues de l'Est, jusqu'alors désertes, ainsi que l'indiquent les flèches vertes de la planche XIII.

- Enfin *les entreprises du bâtiment et des travaux publics* (brun clair, 5<sup>e</sup> carton de XIV b, B), fort nombreuses elles aussi, sont un peu marginales par rapport au monde industriel (il nous a été impossible de calculer leurs investissements), mais elles occupent une telle place dans la vie économique camerounaise (plus du quart du chiffre d'affaires du domaine de la grande production, 7 000 emplois) que notre classement synthétique ne pouvait les ignorer. Elles sont naturellement présentes dans toutes les grandes villes, dont la croissance entretient une demande considérable, surtout à Yaoundé : c'est l'Etat qui est le principal dispensateur de commandes par les grands travaux d'infrastructure et d'équipement qu'il ordonne (chemin de fer et axe routier nord-sud, barrages...) ; ceux-ci occasionnent la présence en brousse d'énormes chantiers qui durent quelques années et laissent derrière eux des retombées économiques et sociales non négligeables (7<sup>e</sup> carton de XIV b).

## II. - Un bilan des activités industrielles

Après avoir distribué les entreprises travaillant au Cameroun en quinze branches d'activité, il est nécessaire de les classer selon leur taille (tableau 1). Nous définirons comme firmes « très importantes » les 28 d'entre elles qui comptent en 1970 plus de 1 000 salariés, ou bien plus de 1 000 millions de F CFA d'investissement, ou bien font plus de 1 000 millions de chiffre d'affaires (dix de ces firmes satisfont même à deux de ces conditions, et trois, à toutes les trois : les brasseries SABC, les plantations CDC et PAMOL) ; ce sont dans tous les domaines les entreprises décisives pour la croissance de l'économie camerounaise. Seront dites « importantes » les 61 firmes qui représentent, soit plus de 250 emplois, soit plus de 250 millions d'investissement ou de chiffre d'affaires ; « moyennes » les 82 qui valent au moins 100 emplois, 100 millions d'investissement ou de chiffre d'affaires ; « petites » les 118 qui dépassent le seuil des 25 employés, 25 millions de chiffre d'affaires ou d'investissement. Enfin, nous avons pris en considération 116 entreprises — que nous dirons « semi-artisanales » — qui ne font qu'approcher cette limite inférieure du domaine indiscutablement industriel : ce n'est pas tant le grand nombre de ces entreprises (encore que, certainement, beaucoup d'entre elles nous aient échappé, car la documentation qui les concerne est disparate et imprécise) qui fait leur intérêt, que leur importance locale dans les petites villes, où souvent elles représentent les seules activités de type moderne, et aussi le fait qu'elles forment l'essentiel du capital industriel autochtone, les premiers germes d'une industrie proprement camerounaise.

On peut donc répertorier au total 405 firmes : 56 % sont des industries de transformation (dont un quart traitent des produits de plantation) et 44 % des activités de production (dont 44 % de plantations et 24 % d'exploitations forestières). Les grandes entreprises sont en fait peu nombreuses : les deux premières classes de taille ne regroupent que 22 % du total (dont 14 entreprises de construction, 13 plantations, 11 industries métallurgiques et 10 d'alimentation, 9 exploitations forestières, 8 entreprises textiles...).

Ces 405 firmes font travailler 488 établissements différents, qui ont servi à l'élaboration de la carte XIII. Pour des nécessités techniques, les cartes XIV n'ont retenu que les 419 d'entre eux qui disposent d'au moins une installation de transformation : les exploitations forestières sans scierie et les petites plantations (particulièrement nombreuses sur les riches terres du Mungo et de la Province de l'Ouest) qui n'ont pas en propre de décorticage du café, d'emballage des bananes ou de pressage de l'huile n'y sont donc pas représentées.

TABLEAU 1  
Nombre de firmes

Branches	Taille des firmes					TOTAL	%	Nombre d'établissements industriels
	Très import.	Import.	Moy.	Petite	1/2 artisanales			
A	6	4	4	11	9	34	8,4	43
M	2	9	7	11	1	30	7,4	32
T	3	5	6	8	4	26	6,4	28
I			3	10	10	23	5,7	23
C		2	5	3	2	12	3,0	12
P'	2	2	3	2	50	59	14,6	62
F'		4	6	6	6	22	5,4	23
B'	1		5	10	6	22	5,4	27
Total	14	26	39	61	88	228	56,3	250
X		1			1	2	0,5	2
X°	1	4				5	1,2	5
E	3	1		1		5	1,2	18
P	5	8	12	36	18	79	19,5	89
P°	3		1			4	1,0	21
F	2	7	17	10	7	43	10,6	56
B		14	13	10	2	39	9,7	47
Total	14	35	43	57	28	177	43,7	238
TOTAL GÉNÉRAL	28	61	82	118	116	405	100	488
%	6,9	15,1	20,2	29,1	28,7	100		

Par contre, on a indiqué sur ces cartes 53 entreprises en projet, dont la plupart ont été mises en route dans les années suivantes. Mais c'est là un domaine où il est fort difficile de se documenter : il s'agit ici essentiellement de projets suivis par les pouvoirs publics, soit très importants (dans le cadre de la planification du développement industriel), soit très petits (au sein de la politique d'essor des entreprises à capitaux nationaux, aidées en particulier par le soutien technique de la SATEC).

Le tableau 2 fait le total des chiffres d'affaires : 74 milliards de F, soit en gros le quart du Produit National Brut, en croissance régulière de 9 à 10 % par an en cette fin de la décennie 1960. Les entreprises de transformation en représentent 56 %, celles de production 44 % ; sont particulièrement notables les activités alimentaires (13,5 milliards), métallurgiques (10 milliards), du bâtiment (9), des plantations (7,5), textiles (7), forestières (6,5), de promotion agricole (6) : ces sept branches représentent 80 % du total. La classe des firmes « très importantes » fait près de la moitié de celui-ci, et la seconde 30 %, les deux dernières à peine 10 %. Cette prépondérance de la première classe est quasi exclusive dans les entreprises de promotion agricole (98 %) et de production d'énergie (94 %) et aussi dans les industries alimentaires (83 %) ; elle est de l'ordre de la moitié du total pour les entreprises textiles, métallurgiques et pour les plantations, branches dominées par de très grosses unités de production.

Ce fait est encore plus net dans la répartition des investissements connus (tableau 3) : les vingt-huit entreprises de la première classe regroupent 80 % du total (ce total de 77 milliards est un peu approximatif, car les investissements des très petites firmes sont les plus mal connus, mais ils sont aussi pratiquement négligeables. Il a d'autre part été impossible d'évaluer ceux des entreprises de travaux publics). Les plus gros investissements ont donc été réalisés dans les secteurs de l'énergie (16,5 milliards, 21,5 % du total : c'est là en particulier le poids du complexe hydro-électrique d'Edéa), des plantations (14 milliards : 18 %), des industries métallurgiques (11,5, au sein desquelles prédominent les usines de transformation de l'aluminium), la recherche pétrolière (10), les industries alimentaires (8,5), les exploitants forestiers (4,5)... Dans ce domaine, les activités de production pèsent donc nettement plus que celles de transformation : 60 % contre 40 %.

TABLEAU 2  
Chiffre d'affaires total  
(en millions de F CFA)

Branches	Taille des firmes					TOTAL	%	%
	Très import.	Import.	Moy.	Petites	1/2 artisanales			
A	11 200	1 000	600	500	100	13 400	32,5	18
M	4 900	3 700	900	500	50	10 050	24,5	13,5
T	3 700	1 900	1 000	300	100	7 000	17	9,5
I			400	500	200	1 100	2,5	1,5
C		800	900	100	50	1 850	4,5	2,5
P'	1 300	1 400	300	600	300	3 900	9,5	5,5
F'		1 400	600	300	100	2 400	6	3,5
B'			500	800	100	1 400	3,5	2
Total	21 100	10 200	5 200	3 600	1 000	41 100	100	56
X		100			50	150	0,5	0,25
X°						—	—	—
E	3 400	200				3 600	11	5
P	3 500	1 600	1 200	900	200	7 400	22,5	10
P°	6 100		100			6 200	19	8,5
F	1 200	2 800	1 800	500	100	6 400	19,5	8,5
B		7 000	1 400	400	50	8 850	27,5	12
Total	14 200	11 700	4 500	1 800	400	32 600	100	44
TOTAL GÉNÉRAL	35 300	21 900	9 700	5 400	1 400	73 700		100
%	48	29,5	13	7,5	2	100		

TABLEAU 3  
Investissements  
(en millions de F CFA)

Branches	Taille des firmes			TOTAL	%	%
	Très importantes	Importantes	Moyennes et petites			
A	7 100	1 300	300 ?	8 700	28,5	11
M	10 000	1 100	300 ?	11 400	37	15
T	1 500	800 ?	300 ?	2 600	8,5	3
I			200 ?	200	0,5	0,25
C		300 ?	500 ?	800	2,5	1
P'	2 600	900	300 ?	3 800	12,5	5
F'		1 000 ?	400 ?	1 400	4,5	2
B'	1 500		300	1 800	6	2,5
Total	22 700	5 400	2 600	30 700	100	40
X		200	?	200	0,5	0,25
X°	8 000	2 000 ?		10 000	21,5	13
E	16 400	?		16 400	35,2	21,5
P	12 600	1 000 ?	500 ?	14 100	30,5	18,5
P°	1 200 ?		100 ?	1 300	3	1,5
F	1 200	1 800 ?	1 300 ?	4 300	9	5,5
B	?	?	?	—	—	—
Total	39 400	5 000	1 900	46 300	100	60
TOTAL GÉNÉRAL	62 100	10 400	4 500	77 000		100
%	80,5	13,6	6	100		

C'est encore plus vrai pour la main-d'œuvre employée : 71 % contre 29 % d'un total de 74 000 personnes, dont les plantations occupent 30 000 (40 %), les exploitations forestières 9 000 (12 %), le bâtiment 7 000. Dans les industries stricto-sensu, les principales concentrations ouvrières sont dans le textile (5 500), devant les branches métallurgique et alimentaire (près de 4 000 chacune). La prépondérance des premières classes de taille est un peu moins accentuée : 50 % pour la première, 28 % pour la seconde, 13 % pour la troisième, 9 % pour les deux dernières, dont on voit décidément que, malgré leur nombre imposant (234, 58 % du total), elles sont d'un bien faible poids économique ; les omissions dans leur recensement n'ont donc guère d'importance.

TABLEAU 4  
Main-d'œuvre totale  
(nombre d'employés)

Branches	Taille des firmes					Total	%	%
	Très import.	Import.	Moyennes	Petites	1/2 artisanales			
A	2 100	700	400	500	100	3 800	18	5
M	800	1 900	700	400	50	3 850	18	5
T	2 100	2 100	900	300	100	5 500	26	7,5
I			300	400	100	800	3,5	1
C		500	300	100	50	950	4,5	1,5
P'	1 400	400	400	800	300	3 300	15,5	4,5
F'		900	600	200	100	1 800	8,5	2,5
B'	100		400	700	100	1 300	6	2
Total	6 500	6 500	4 000	3 400	900	21 300	100	29
X		300			50	350	0,5	0,25
X <sup>o</sup>	600	500				1 100	2	1,5
E	1 200	400				1 600	3	2
P	22 900	4 200	1 700	1 300	200	30 300	57,5	41
P <sup>o</sup>	3 000		100			3 100	6	4
F	2 300	3 500	2 700	600	100	9 200	17,5	12,5
B		4 900	1 700	400	50	7 050	13,5	9,5
Total	30 000	13 800	6 200	2 300	400	52 700	100	75
TOTAL GÉNÉRAL	36 500	20 300	10 200	5 700	1 300	74 000		100
%	49,5	28	13,5	7,5	1,5	100		

Rapprocher ces séries chiffrées les unes des autres donne aussi des indications significatives. Pour caractériser chacune des branches, divisons les divers volumes par le nombre d'entreprises, afin d'obtenir une moyenne de main-d'œuvre, chiffre d'affaires et investissement par firme, et utilisons comme base (= 100) la moyenne de ces données (en distinguant activités de transformation et de production).

Branches	Main-d'œuvre	Chiffre d'affaires	Invest.
A	119	218	190
M	137	186	283
T	226	149	74
I	36	26	6
C	85	85	49
P'	60	36	47
F'	87	60	47
B'	63	35	61
Moyenne	100	100	100

Branches	Main-d'œuvre	Chiffre d'affaires	Invest.
X	38	27	25
X <sup>o</sup>	48	—	506
E	71	258	830
P	85	33	45
P <sup>o</sup>	172	557	82
F	47	53	25
B	40	81	—
Moyenne	100	100	100

Parmi les industries de transformation, les firmes alimentaires, métallurgiques et textiles sont d'une taille nettement supérieure aux autres : deux fois plus de main-d'œuvre que la moyenne pour les textiles, chiffre d'affaires deux fois supérieur pour les alimentaires, investissement triple pour les métallurgiques... A l'inverse, toutes les valeurs sont plus faibles d'un tiers ou de deux pour les annexes du bâtiment, le travail des bois et des produits de plantations et tout particulièrement des imprimeries dont les investissements sont particulièrement faibles. Pour les

activités de production, les situations sont plus diversifiées : les organismes de promotion agricole ont près de deux fois plus de main-d'œuvre que la moyenne, et cinq fois plus de chiffre d'affaires et les producteurs d'énergie huit fois plus de capital investi ; tandis que les entreprises de bâtiment, les exploitants forestiers et surtout les mines n'ont que de faibles scores.

Comparer main-d'œuvre et investissement nous donne quelque chose comme le coût de l'emploi créé, extrêmement variable : 250 000 F par poste de travailleur dans les imprimeries, de 400 à 500 000 F dans la plupart des secteurs de production et dans les usines textiles, de 800 000 à 1,2 ou 1,3 million pour la plupart de ceux de transformation, mais de 2,4 millions pour les entreprises alimentaires, 3 millions pour les métallurgiques (et bien sûr 9 millions pour la recherche pétrolière, 10 pour la fourniture d'énergie, à très gros investissement et faible main-d'œuvre).

Le chiffre d'affaires réalisé par travailleur varie dans de moindres proportions : très faible dans les plantations (240 000 F par emploi), les mines (420 000), les exploitations forestières (690 000), toutes grosses consommatrices de main-d'œuvre, il est moyen (de 1 à 1,5 million) dans la plupart des branches, assez fort (autour de 2 millions) dans les entreprises chimiques, les organismes de promotion agricole, la production d'électricité et surtout dans les usines métallurgiques (2,6) et alimentaires (3,5), à valeur ajoutée forte.

Enfin, le rendement du capital — le rapport entre l'investissement réalisé et le chiffre d'affaires annuel — est inférieur à l'unité (un million de chiffre d'affaires pour un million investi) pour l'énergie (0,2), les plantations (0,5), les annexes du bâtiment (0,7), la métallurgie (0,9) ; supérieur (de 1 à 2) pour toutes les entreprises de production, le travail du bois, les industries alimentaires ; très supérieur dans les entreprises chimiques (2,3), les textiles (2,7) et surtout les imprimeries (5,5) : l'intérêt économique de ces dernières n'est donc pas négligeable.

\* \*

Que représente cette industrie camerounaise à l'échelle africaine ? Selon une estimation de la revue « Afrique Industrie » (n° 54, du 1<sup>er</sup> juillet 1973), le Cameroun venait au troisième rang des pays francophones, avec 72 milliards de F en 1972 (selon les classifications utilisées par ce journal), contre 96 au Sénégal et 131 en Côte d'Ivoire. Autre approche : un document d'EDIAFRIC (Paris 1970) classait les « 250 premières sociétés d'Afrique Noire », mesurées par leur capital social (qui est en fait une notion plus juridique qu'économique) ; la Côte d'Ivoire en comptait 79 (soit 31 % du total), le Sénégal 55 (22 %), le Cameroun 41 (16 %) ; Gabon et Congo venaient assez loin derrière (20 firmes, 8 %, et 16 firmes 6 %), devantant encore de beaucoup Togo (8), Tchad et Niger (7), Dahomey (6), Mauritanie et RCA (5), Haute-Volta (4).

A l'intérieur de l'UDEAC, cette union douanière et économique d'Afrique Centrale qui associe le Cameroun et les quatre Etats de l'ancienne AEF (Tchad et République Centrafricaine s'en retirant par éclipses), une « taxe unique » a été instaurée pour les firmes qui travaillent pour ce marché de l'Afrique Centrale. En 1969, elles étaient 100 (non compris, donc, des firmes comme ALUCAM ou les grandes plantations, qui travaillent essentiellement pour le marché mondial), qui se répartissaient ainsi :

Branches	Cameroun	RCA	Congo	Tchad	Gabon	UDEAC
A	7	2	5	3	—	17
M	15	4	5	3	1	28
T	15	5	2	1	—	23
C	8	5	5	1	2	21
F'	3	2	—	—	1	6
B-B'	3	1	1	—	—	5
Total	51	19	18	8	4	100

Prépondérance, donc, du Cameroun — dans toutes les branches — et particulièrement de Douala (41 entreprises) qui dépasse de loin Bangui (18) et Brazzaville (12). Les dix firmes éparpillées sur le territoire camerounais (à Yaoundé, Edéa, Garoua, Mbandjock...) font aussi contraste avec la concentration de ces industries dans les capitales des pays voisins (à la seule exception du Congo, où joue la fonction portuaire de Pointe-Noire). Cette — relative — dispersion, que nous allons maintenant étudier est l'une des caractéristiques de la géographie camerounaise.

### III. - La localisation des activités de type industriel

Cette répartition frappe bien sûr par ses inégalités : la province du Littoral (avec Douala, Edéa, Nkongsamba) concentre 40 % des établissements, 36 % de la main-d'œuvre, 55 % du chiffre d'affaires ; celle du Centre-Sud (Yaoundé, Mbalmayo, Ebolowa), 18 % des entreprises, 20 % du chiffre d'affaires ; celle du Sud-Ouest

(Victoria, Buéa, Kumba), 15 % des usines et 30 % des salariés... A l'inverse, le Nord-Ouest (Bamenda) n'a que 4 % des établissements, le Nord (Garoua, Maroua, Ngaoundéré) 5 % de la main-d'œuvre, l'Est (Bertoua) 1 % du volume des affaires. Si l'on se limite aux industries de transformation au sens strict, les villes de Douala et Yaoundé réunies totalisent 63 % des salariés et 74 % du chiffre d'affaires.

La planche XIII analyse cette répartition par « foyers industriels » : c'est-à-dire que les résultats économiques des établissements distingués par les planches XIV sont ici regroupés pour chaque ville, branche par branche. On a indiqué (demi-cercle inférieur) le nombre des salariés et (demi-cercle supérieur) le volume du chiffre d'affaires pour chacune de ces villes, la largeur des « portions » rayonnantes de ces demi-cercles indiquant la proportion de chacune des branches dans le total, quel que soit le nombre de firmes concernées. Les couleurs vives, accentuées d'un cerne noir sur le bord du demi-cercle, sont réservées aux industries de transformation, les teintes douces aux activités de production, en s'efforçant d'indiquer les correspondances logiques (par exemple : bleu clair = plantations, bleu clair pointillé = établissement de promotion agricole, bleu foncé = traitement des produits de plantation...).

On voit ainsi du premier coup d'œil que les activités « agro-industrielles », à grosse main-d'œuvre et faible chiffre d'affaires, sont largement dominantes dans la partie occidentale du Cameroun et que les activités forestières sont elles presque exclusives dans le sud (se développant actuellement le long de nouveaux axes de pénétration symbolisés par des flèches vertes). Les « foyers industriels » effectivement consacrés à la transformation de biens manufacturés sont donc assez rares : Douala (que sa taille force à sortir de la carte), Yaoundé, Victoria, Edéa, Garoua... Il est intéressant de détailler un peu cette localisation.

A. DOUALA s'impose évidemment comme le premier foyer industriel du Cameroun, le seul où les entreprises sont assez nombreuses pour que s'enclenchent des effets d'entraînement, c'est-à-dire qu'apparaissent des établissements travaillant pour les autres usines, leur fournissant des charpentes métalliques ou des bouteilles, des tissus bruts ou des produits chimiques... Au total, la ville réunit 15 000 salariés industriels (20 % de ceux du pays), qui produisent un chiffre d'affaires de 30,3 milliards (41 % du volume national), dans 110 établissements (26 % d'entre eux) qui ont coûté un investissement global de 24 milliards (31 %). Dans ce milieu urbain, les activités de production sont de peu d'importance, à l'exception du bâtiment, de la fourniture d'énergie et de la recherche pétrolière (qui a révélé le gaz de Log-Baba, dans la banlieue orientale de la ville : il sera tôt ou tard utilisé industriellement). Si l'on se limite aux seules industries de transformation, la part de Douala monte à 54 % des emplois et 62 % du chiffre d'affaires. Dans la capitale économique du pays, on produit des boissons (SABC, GUINNESS, UCB, cette dernière à capitaux locaux), de la farine (SCM), du poisson congelé (SIPEC), du chocolat (CHOCOCAM), des textiles plus ou moins élaborés (CICAM, SOCATEX, MANSUY, VASNITEX), des chaussures (BATA et SACC), des ustensiles de ménage (ALUBASSA, ENA) ou des outils (SCI, TROPIC), de nombreux ustensiles mécaniques (SOCAPAR, SOCAFER, MARTY), électriques (ENTRELEC) ou chimiques (PLASTICAM) ; on monte des véhicules (KING-LAND ROVER), des bicyclettes (MDC), des radios (ÉQUATORIALE ÉLECTRONIQUE) ; on traite le cacao (SIC), l'huile de palme (CCC), le bois (MUSSY, UNALOR, qui produit des aluquettes), le ciment (CIMENCAM)... et bien d'autres produits encore, avec, à l'échelle de la ville, une nette prépondérance des branches alimentaires, métallurgiques et textiles, comme le montre clairement la carte. Au total, 41 entreprises appartenant aux deux premières classes de taille font travailler 11 200 ouvriers, avec un capital accumulé de 23 milliards, et produisent un chiffre d'affaires global de 26 milliards : on a bien là le fer de lance de l'industrie camerounaise.

(La répartition des usines à l'intérieur de la ville ne relève pas de notre propos ; on la trouvera dans l'Atlas Régional Sud-Ouest 1, d'André Franqueville — ORSTOM Yaoundé 1973 — « Equipement et occupation du sol, plan n° 1 »).

B. LA RÉGION CÔTIÈRE, au sens large, est également une zone de forte activité industrielle, grâce à la proximité des ports, par lesquels s'exportent les produits locaux et arrivent machines, techniciens et capitaux. Il faut distinguer :

- la côte la plus occidentale, dans les confins marécageux du département du Ndian, très difficile d'accès par voie de terre et assez mal intégrée au reste du pays, est le domaine d'immenses plantations (d'hévéas et surtout de palmiers à huile) de la CDC et de la PAMOL (filiale du groupe UNILEVER) avec des usines fort modernes, dont la production est expédiée par barges sur le port de Victoria. C'est dans cette région, à la frontière nigérienne, qu'ont été trouvés les indices pétroliers les plus prometteurs.

- le Fako, au pied du Mont Cameroun, est l'une des plus magnifiques régions de plantations qui se puissent voir en Afrique : l'excellence des sols volcaniques, la diversité des bilans pluviométriques et les facilités qu'offrent les pentes pour installer drainage ou irrigation, la commodité d'évacuation par les ports tout proches de Victoria et de Tiko, la présence dans l'arrière-pays de vastes réserves de main-d'œuvre favorisèrent dès l'époque allemande la constitution de vastes unités de production agricole, aujourd'hui regroupées au sein d'un organisme national, CAMEROON DEVELOPMENT CORPORATION, qui gère 80 000 hectares. Autour du cap Debunsha, de Victoria (avec son faubourg de Bota où siège le quartier général de la firme), de Tiko, d'Ekona (où sont les instituts de recherche agronomique) s'étendent les « estates » qui produisent l'huile de palme (en plein essor), la banane (en déclin), l'hévéa, le poivre, le thé... Y travaille une armée de salariés (13 000), venus dans leur majorité des hauts plateaux des Grassfields anglophones, qui logent dans des camps permanents disposant d'écoles, de dispensaires, de coopératives qui en font un milieu presque citadin.

Les fonctions urbaines de cette remarquable région sont morcellées entre plusieurs centres : Tiko reste le principal centre commercial de la zone des plantations, malgré l'arrêt en 1969 de son trafic portuaire ; elle dispose de plusieurs usines,

dont une seule notable : une filiale des BOULANGERIES RÉUNIES de Douala. Buéa, capitale administrative, dispose d'une puissante imprimerie gouvernementale et d'importantes entreprises de travaux publics, qui ont des agences dans toute la région anglophone. Victoria, capitale économique du Sud-Ouest, est un centre industriel actif, avec des entreprises nombreuses et diversifiées (par exemple cinq imprimeries, qui correspondent au foisonnement de l'édition et de la presse locales) mais dont peu atteignent un niveau vraiment industriel, en dehors de deux grandes firmes textiles, BRITING et EMEN TEXTILES. Approximativement à mi-distance des trois villes s'édifie actuellement la zone industrielle d'Ombé, où les usines (dont une brasserie du groupe SABC) s'installent autour d'un grand collège technique.

- la région côtière du Cameroun francophone est loin d'avoir la même activité, faute de ressources naturelles, de densité de peuplement et d'infrastructure de transport suffisantes. On y trouve certes la seule grande plantation ancienne de la zone francophone, à Dizangué (6 000 ha d'hévéas) et les nouvelles installations du « Plan palmiers » national à Esèka et à Mbongo (près de Douala), mais l'élaéculture paysanne, qui alimente les huileries d'Esèka et de Kahn (celle de Dibombari a fermé, car la vaste palmeraie qui devait l'alimenter a été détournée vers le ravitaillement de Douala en vin de palme) est très somnolente. L'exploitation des ressources forestières est elle aussi fort ancienne (la scierie de Manoka, à l'embouchure du Wouri, est la plus vieille du pays) ; elle s'est naturellement développée autour des ports maritimes (Kribi et, à l'extrême sud, Campo, accessible par la route seulement depuis 1970) ou fluviaux (Yabassi) et surtout des gares de chemin de fer : Kopongo, Edéa, Badjob (où sont faites les traverses pour voies ferrées), Esèka — cette dernière ville ayant beaucoup souffert de la fermeture de son énorme scierie (1 000 employés) en 1960.

Le cas d'Edéa est très particulier : cette petite ville, née comme centre commercial au contact de la tête de navigation sur la Sanaga, au pied des chutes du fleuve, et du franchissement de celui-ci par le chemin de fer, est devenue depuis 1954 l'un des plus importants foyers industriels d'Afrique. L'origine en a été la mise en valeur des chutes de la Sanaga par le barrage hydro-électrique de l'ENELCAM et l'utilisation du milliard de kilowatt heure par an ainsi produit (voir planche XV) par une industrie très grosse consommatrice d'énergie, l'électrolyse de l'aluminium, réalisée par l'immense usine ALUCAM (du groupe français PECHINEY) à partir d'alumine importée de Fria, en Guinée, via Douala, par le chemin de fer. (On songe à utiliser les gisements de bauxite de l'Adamaoua, maintenant que la voie ferrée passe à proximité de Minim-Martap). Un quart environ de l'aluminium produit est traité au Cameroun : on en fait à Douala des ustensiles ménagers (ALUBASSA) ou des outils (CTMC), et, à Edéa même, des tôles ondulées (SOCATRAL). Cependant, malgré son énorme chiffre d'affaires (5 milliards pour les deux usines en 1970, 7 en 1972) et ses 800 employés — dont beaucoup trouvent logement et services sur place — le complexe aluminurgique, topographiquement séparé de la ville par un bras du fleuve, reste un corps étranger à Edéa et à la région : c'est essentiellement, à vrai dire, un simple faubourg industriel de Douala.

C. La carte des industries, comme toutes celles du Cameroun, décèle une autre région de grande activité : l'axe Douala - Grassfields, qui suit en gros la frontière linguistique, de la mer aux hauts plateaux occidentaux, suivant une ligne volcanique où les sols sont d'une exceptionnelle fertilité. L'épine dorsale de cette zone très peuplée est la voie ferrée Douala - Nkongsamba (avec depuis 1969 un embranchement vers Kumba, l'un des greniers à vivre du grand port), doublé de la plus importante artère goudronnée du pays (plus de 1 000 véhicules par jour) qui s'épanouit en réseau anastomosé à ses deux extrémités : la région Douala - Victoria et les hauts plateaux très peuplés et très dynamiques des Grassfields.

En partant de la mer, on voit se succéder :

- sur des sols médiocres, les forêts de *Kompina* et *Muyuka*, activement exploitées ;
- de part et d'autre de la fertile *moyenne vallée du Mungo* se concentrent à nouveau les plantations : à l'ouest, hévéas de la CDC à Mukonje et à Tombel, cacao de la CADBURY à Ikiliwindi... à l'est, bananes, ananas et autres fruits de l'IFAC, de la SPNP, de la UNITED FRUIT et d'une nuée de petites exploitations familiales dans le secteur de Nyombé et de Penja.

Les centres urbains, nombreux et puissants, vivent de ce bouillonnement agricole et de la circulation intense qu'il entraîne, à Loum en particulier, principal carrefour de la région. Mbanga, un peu à l'écart, possède une biscuiterie et exploite des carrières de cendres volcaniques (pouzzolanes). Kumba, la plus grosse ville anglophone, vit entièrement de cette activité agricole (avec les quelques entreprises de bâtiment et d'imprimeries nécessaires à sa croissance).

- dans le *Mungo septentrional*, l'altitude s'élève et le café devient l'activité essentielle. Les plantations de type industriel sont encore nombreuses autour de Manjo et de Mélong, mais la part des exploitations familiales s'accroît vers le nord, jusqu'à devenir exclusive dans le Haut Nkam. Les villes, Mélong, Kékem, Bafang, ont comme industrie principale l'usage de ce café, indépendant structurellement de sa production. C'est aussi le cas de Nkongsamba, troisième ville du pays, chef-lieu du Mungo et exutoire du pays bamiléké, qui a aussi les petites activités (boulangeries, bâtiment, garages, imprimeries) nécessaires à la vie d'une cité de 60 000 âmes ; au total : 1 000 salariés.

- sur les Grassfields règne le café arabica. Cultivé principalement par des exploitants familiaux, il est aussi produit par quelques plantations industrielles : Babadjou et Santa près des plus hauts sommets, et surtout celles de la région de Foubot en pays bamoun, nettement moins peuplé (elle ravitaille aussi les grandes villes du Sud en légumes). Le café est encadré techniquement et commercialement par des coopératives ; celles de la région francophone sont regroupées dans la puissante Union des Coopératives du Café Arabica de l'Ouest (UCCAO), qui organise la collecte et l'usage du café à Dschang, Mbouda, Foubot, Fouban et surtout Bafoussam, son quartier général (avec une usine de triage électronique ultra-moderne). L'expansion extraordinaire de cette jeune métropole (dont la population a quadruplé en dix ans)

repose essentiellement sur la richesse agricole de sa région, la spéculation immobilière et les investissements des Bamiléké émigrés, et ses activités industrielles sont encore peu de choses, mais elles se développent rapidement (avec comme pièce maîtresse une importante brasserie), en utilisant surtout des capitaux bamiléké, d'où la prolifération de firmes de petites tailles (850 emplois en tout).

Il en est de même, à une moindre échelle, de *Bamenda*, métropole symétrique pour les Grassfields anglophones, plus peuplés mais moins engagés dans l'agriculture spéculative familiale : l'industrie de la ville consiste encore une fois surtout en travaux publics, imprimerie, traitement du café... A l'extrémité de la province deux grandes plantations : celle de palmiers à huile de Ntem stagne à cause de son accès trop difficile, celle de thé de *Ndu*, à 2 000 m d'altitude, est au contraire florissante, avec un millier d'emplois.

D. LE CENTRE ET L'EST DU CAMEROUN présentent un semis d'entreprises beaucoup plus espacé.

- dans le Centre, la principale ressource économique, le cacao, est entièrement entre les mains des paysans. Elle n'a donc donné naissance à aucune plantation industrielle, et son usinage est concentré à Douala et à Yaoundé. C'est au tabac qu'est consacrée la plantation de *Batchenga*, au nord de Yaoundé (en déclin), au sucre — de la culture de la canne à la confection des paquets d'un kilo — le grand complexe agro-industriel de *Mbandjock*. Le développement de la culture du riz explique l'existence de petites décorticqueuses à Nanga Eboko et Bibey.

C'est donc l'exploitation des forêts qui donne au Centre le plus grand nombre de ses entreprises — de toutes tailles — dont la localisation est le plus souvent liée aux commodités de transport : chemin de fer (Otélé), voie fluviale (Akonolinga), route goudronnée (*Sangmélina*) ou bonne piste (*Zoété*)... Le cœur de cette activité est la ville de *Mbamayo*, à la fois carrefour routier, port fluvial et tête de chemin de fer (sa gare est la première du pays pour le chargement du bois), siège d'une école nationale forestière ; une importante usine, la COCAM y transforme le bois en contre-plaqué.

- la ville de Yaoundé tranche vivement sur la poussière d'activités de la région. Une quarantaine de firmes (10 % du total national) y font un chiffre d'affaires global de 10,3 milliards de francs (14 % du pays), produit par 5 100 ouvriers. Malgré des points faibles (la mécanique, la chimie), l'échantillonnage est assez complet. Parmi les activités de transformation, les industries alimentaires sont prépondérantes, faisant le quart du chiffre d'affaires de la ville (brasserie SABC, tabacs BASTOS), devant nettement le traitement des produits de plantation (SOCACAO, IDO) et du bois (GRUMES ET PLACAGES, meubles LAUWAGIE), les imprimeries (IMPRIMERIE NATIONALE, SAINT-PAUL, COLOUMA), les textiles (CONFECTION CAMEROUNAISE, DUCLAIR). Les activités de production sont en fait les plus importantes : 52 % du chiffre d'affaires, 63 % de la main-d'œuvre, en particulier une quinzaine de firmes de travaux publics (DURICAM, GECICAM, EGCTP, SOTRAFOM, pour ne citer que les plus importantes) qui font à elles seules la moitié de l'emploi de la ville et 40 % de son chiffre d'affaires. C'est qu'il s'agit d'être à portée immédiate de l'Etat, de loin le principal dispensateur des commandes, qu'il s'agisse de ses ministères, du logement des 6 000 fonctionnaires de la ville ou de l'aménagement de prestige de la capitale, ou bien simplement des besoins provoqués par la croissance d'une métropole dont la population a quadruplé en quinze ans. Ensemble industriel non négligeable donc, mais qui est surtout une juxtaposition d'activités servant aux besoins de la ville et non un pôle structuré pouvant provoquer des effets d'entraînement et de coordination.

- l'Est est le moins bien pourvue de toutes les provinces (5 % de la main-d'œuvre nationale, 1 % du volume des affaires...) : population très faible, absence de centres dynamiques, carence des communications se conjuguent pour en freiner le développement.

Le café et le tabac sont les ressources essentielles. Le premier est cultivé en plantations industrielles de taille moyenne (Gribi, Batouri, environs d'*Abong Mbang*), le second est produit par les paysans sous le contrôle de la SFCT (organisme d'Etat franco-camerounais) qui regroupe et usine la récolte dans ses centres de *Batouri*, *Bertoua*, *Bétaré Oya*. Mais si le nombre des employés (et surtout celui des saisonniers) est grand, le chiffre d'affaires est faible et la monétarisation de la région dérisoire.

Les épaisses forêts qui couvrent la majeure partie du Sud-Est du Cameroun ont été jusqu'ici faiblement mises en valeur, faute de voies de communication. La seule firme importante en 1970 était la puissante SFID de Dimako, avec sa scierie, son usine de déroulage, son atelier de liteaux, un projet d'usine de placage... Mais l'arrivée du chemin de fer dans l'Est en 1969 et la percée de routes stratégiques le long des frontières méridionales ont révolutionné les conditions de transport et donc d'exploitation du potentiel forestier : les flèches vertes de la planche XIII en esquissent les nouvelles orientations.

E. LE NORD, enfin, souffre pour son développement industriel de deux handicaps considérables : son retard économique et social par rapport au reste du pays, son éloignement de la mer et des centres d'activité qui la bordent (Garoua est par la route à 1 200 km de Yaoundé, 1 300 km de Douala) — éloignement qui est d'ailleurs à l'origine du retard global de la province. Toutefois, la distance n'a pas que des effets négatifs : en éliminant, par le coût du transport, la concurrence des centres méridionaux, elle permet — elle exige — certaines implantations indispensables aux besoins nationaux. C'est ainsi le cas de la grosse brasserie SABC de Garoua et de la cimenterie CIMENCAM construite en 1970 sur les gisements de calcaire de Figuil, qui doit ravitailler Nord-Cameroun et république tchadienne.

De nombreuses petites industries travaillent les produits du crû pour le marché local : traitement du manioc à Bambarang, menuiserie à Méiganga, huilerie (d'arachides) à Pitoa, fabrique de chaux à Figuil, décorticage du riz produit par les paysans qu'encadre l'organisme d'Etat SEMRY à *Yagoua*. La mine d'étain de *Mayo Darlé* qui emploie encore 300 personnes pour un très faible chiffre d'affaires, est la seule activité de l'Adamaoua occidentale.

La grande affaire industrielle du Nord, bien plus que les petites activités urbaines banales de *Ngaoundéré* ou de *Maroua* (un peu de textiles, d'industries alimentaires, de parfumerie...), c'est le travail du coton, dont la société publique franco-camerounaise CFDT assure l'encadrement, le traitement et la commercialisation. *Kaélé*, où siège la direction, a la plus grosse usine d'égrénage (capacité annuelle de 22 000 t) et une huilerie qui récupère pour l'alimentation un sous-produit de la graine jusqu'alors perdu. L'usine de *Maroua* (15 000 t) a été depuis 1970, doublée par « *Maroua II* » (21 000 t) et accompagnée d'une seconde huilerie ; celle de *Garoua* (10 000 t) l'a été par « *Garoua II* » (5 000 t). *Mora-Kourgui* (5 000 t), qui doit elle aussi être dédoublée, *Toubo* dans le sud-est de la Bénoué, et *Guider* (ouverte en 1972) complètent le dispositif cotonnier. La CFDT, entreprise fondamentalement agricole, se trouve donc être le premier industriel du Nord, avec 700 salariés permanents et quelques 1 000 saisonniers.

La ville de *Garoua*, indiscutable métropole du Nord, dispose d'un actif industriel notable à l'échelle de la province : 1 500 salariés, 2,5 milliards de chiffre d'affaires, soit environ la moitié du total régional. Comme à Yaoundé, les entreprises de travaux publics et leurs annexes représentent la moitié des activités, comme il se doit dans une capitale administrative à croissance rapide. S'ajoutent aux usines de la CFDT une brasserie SABC et surtout l'usine textile de la CICAM, filature-tissage travaillant le coton local pour approvisionner l'autre usine CICAM (teinture, impression, apprêts) à Douala. Depuis 1970, la capacité de production a fortement augmenté, et une fabrique de draps lui a été adjointe ; il s'agit d'un complexe d'économie mixte qui doit donc intégrer le coton de la sortie des usines de la CFDT jusqu'au marché final camerounais, que la CICAM doit presque complètement couvrir (21 millions de mètres en 1972). *Garoua* s'affirme comme la tête de cet empire cotonnier.

\*\*

L'analyse de la répartition spatiale des industries doit s'achever par celle de la distribution des investissements (planche XV, page de droite). Ne prendre en considération (carton 1) que les trente établissements qui dépassent 500 millions d'immobilisation (dont vingt et un plus d'un milliard) isole les entreprises lourdes, à la création desquelles l'Etat a souvent participé. Le Nord y est représenté par l'usine textile de *Garoua* et la cimenterie (alors en construction) de *Figuil*, l'Est par la firme de *Dimako*. L'Ouest et l'axe du *Mungo* sont absents. Par contre les plantations de la zone côtière sont en force : huit unités, auxquelles s'ajoute le complexe agro-industriel de *Mbandjock*. Ne ressortant donc comme véritables foyers d'industries puissantes qu'*Edéa*, avec son barrage hydro-électrique et ses deux usines d'aluminium, *Yaoundé*, avec ses firmes de boisson, de tabac, ses fournisseurs d'eau et d'énergie, et surtout *Douala*, avec douze entreprises sur trente, qui couvrent les domaines de la production des boissons, du poisson congelé, des textiles, des chaussures, du ciment, du traitement du cacao et de l'huile de palme, de la fourniture d'eau et d'électricité, enfin de la recherche pétrolière.

Regrouper tous les investissements connus par foyer d'activité (carton 2) donne une image plus complète mais à peine moins contrastée : les petites entreprises additionnées ne représentent que de faibles volumes globaux de capital investi et leur présence se fait à peine sentir autour des grosses unités décrites par le 1<sup>er</sup> carton. Des grandes villes, seules comptent *Yaoundé*, avec 5 milliards investis (7 % du total national), *Edéa*, avec 21 milliards (29 %), *Douala*, avec 24,5 milliards (33 %). L'indication (en noir) des seules industries de transformation fait bien saisir la prépondérance qu'exerce *Douala* sur l'économie camerounaise, qui se complète d'une forte domination sur les industries des autres villes.

\*\*

Cette notion de *commandement géographique* — la dissociation spatiale entre le lieu de la décision et celui de ses effets — est mise en évidence par les derniers cartons de la planche XV.

On a indiqué sur le carton 3 la localisation de la centaine d'établissements industriels, chantiers divers, plantations ou représentations commerciales, agences, dépôts, que les firmes de *Douala* entretiennent hors de leur ville natale. Tout le pays en est couvert, même l'Est, malgré sa pauvreté, même le Nord, malgré son éloignement, même les provinces anglophones, malgré leur faible intégration économique au reste du pays. Il y a bien sûr une nette prépondérance des régions côtières — les plus actives — mais *Yaoundé* reçoit le quart du total : aucune grande firme ne peut se dispenser d'avoir ne fût-ce qu'un pied-à-terre dans la capitale. Les pays voisins sont également concernés, avec des implantations commerciales à *Ndjaména*, *Libreville*, *Brazzaville*, *Pointe Noire*.

Le carton 4 regroupe les représentations des entreprises de toutes les autres villes, plus de deux fois moins nombreuses que celles de *Douala* : 49 contre 107. Un examen attentif montre qu'il ne s'agit plus cette fois que d'entreprises d'envergure régionale : autour de *Kaélé* les implantations de la CFDT, autour de *Bafoussam* celles de l'UCCAO, à *Mbandjock* la SOSUCAM dont le siège social est à *Nanga Eboko* (notion toute juridique), dans le *Mungo* les entreprises de *Nkongsamba*. Plus nettement encore, les firmes anglophones font « chambre à part ». Quant à celles de *Yaoundé*, il s'agit d'une part de firmes d'Etat présentes dans les provinces (SFTC dans l'Est, SEMRY dans le Nord), ou de grands chantiers commandés par les pouvoirs publics (*Garoua*, *Figuil*), d'autre part, comme à *Edéa*, de grandes entreprises qui se doivent d'être également présentes sur le marché de *Douala* : si les deux villes s'ouvrent sur l'extérieur, c'est en définition essentiellement l'une vers l'autre qu'elles regardent, tendance géographique majeure qui ne peut à l'avenir que s'accroître.

Février 1976

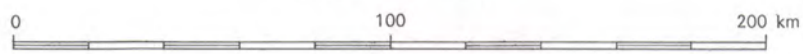
N.B. : Errata sur les cartes :

- Planche XIII : lire Kumba-Mukonjé (et non Mukoujé) ;
- Planche XIVa : L'usine chimique de classe I indiquée à *Douala* n'était qu'un projet en 1970.

# ACTIVITÉS DE PRODUCTION ET DE TRANSFORMATION DE TYPE INDUSTRIEL

au 1<sup>er</sup> Janvier 1970

Echelle : 1/2 000 000

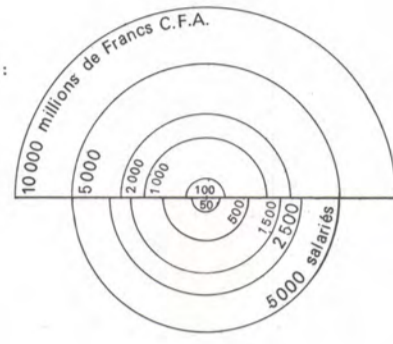


## LÉGENDE

Représentation graphique

La surface du demi-cercle supérieur représente :  
LE CHIFFRE D'AFFAIRES GLOBAL (en millions de Francs C.F.A.)  
— 1 cm<sup>2</sup> pour 1 000 millions de Francs C.F.A.

Exemples :



La surface du demi-cercle inférieur représente :  
LA MAIN-D'ŒUVRE GLOBALE (en nombre de salariés).  
— 1 cm<sup>2</sup> pour 1 000 salariés.

Secteurs d'activités

Industries de transformation

- Alimentation, boissons
- Textiles
- Métallurgie, mécanique
- Imprimerie
- Chimie
- Travail des produits de plantations
- Travail du bois
- Annexes du bâtiment

Grandes activités de production

- Elevage industriel
- Mines
- Recherches pétrolières
- Fourniture d'énergie
- Plantations industrielles
- Organismes de promotion agricole (S.F.C.T. — C.F.D.T. — U.C.C.A.O. — S.E.M.R.Y. — Coop. de Bamenda)
- Exploitations forestières
- Bâtiment-Travaux Publics

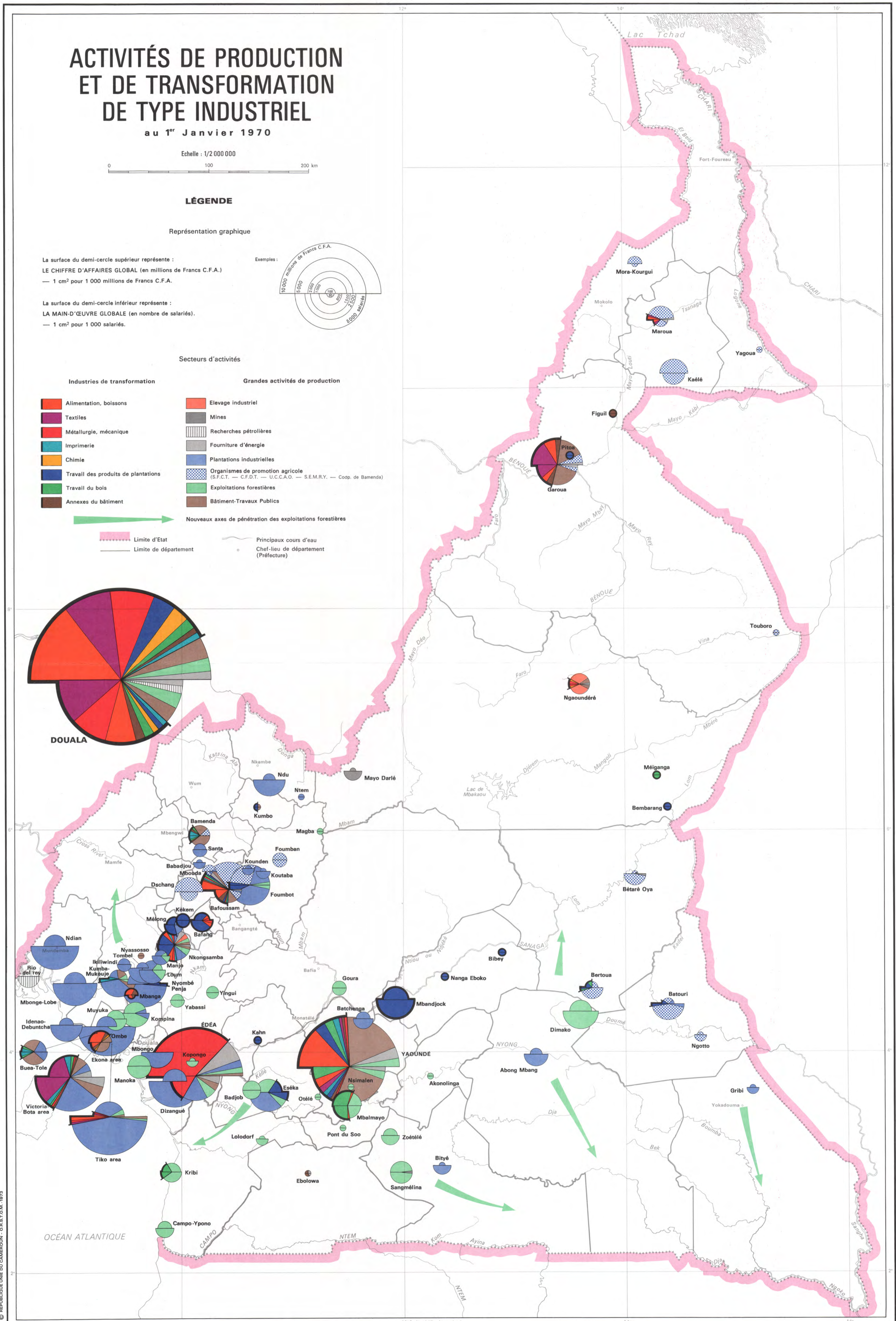
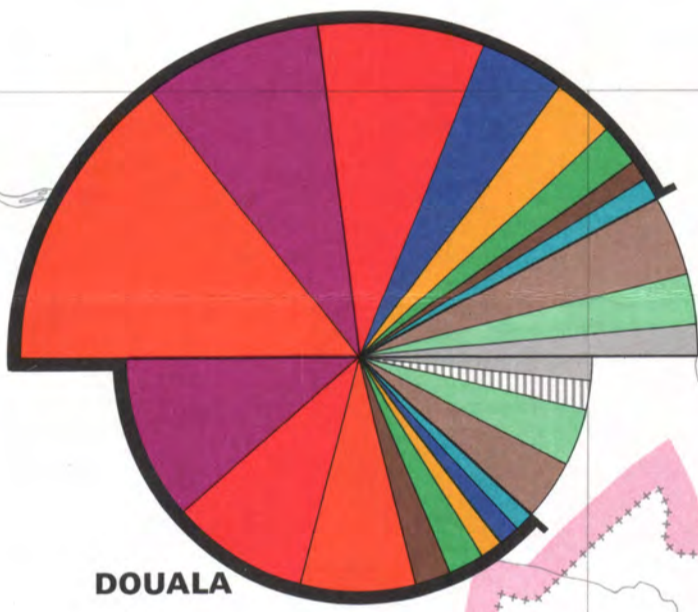
→ Nouveaux axes de pénétration des exploitations forestières

Limite d'Etat

Limite de département

○ Principaux cours d'eau

○ Chef-lieu de département (Préfecture)



## LES INDUSTRIES DU CAMEROUN au 1<sup>er</sup> Janvier 1970

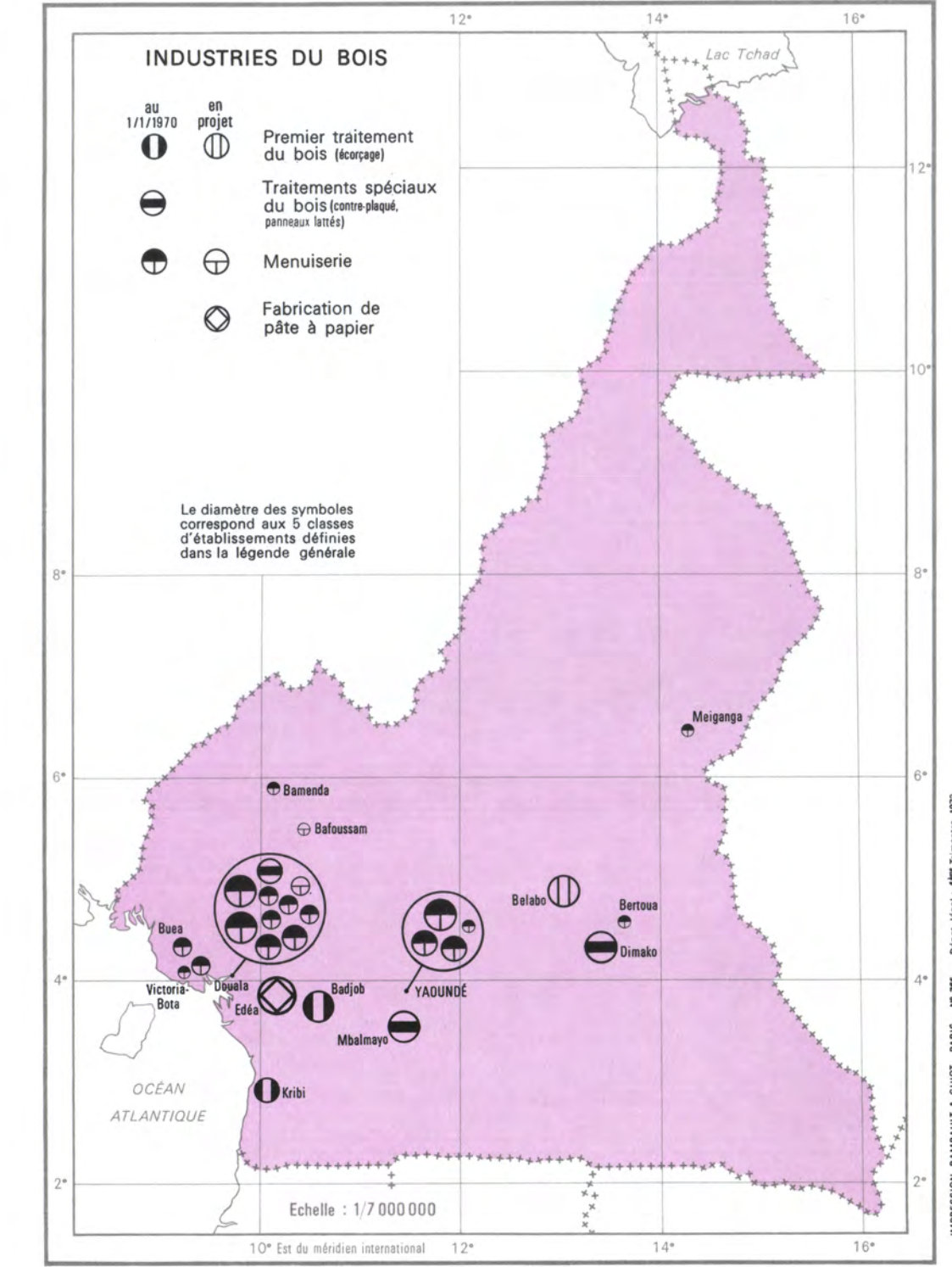
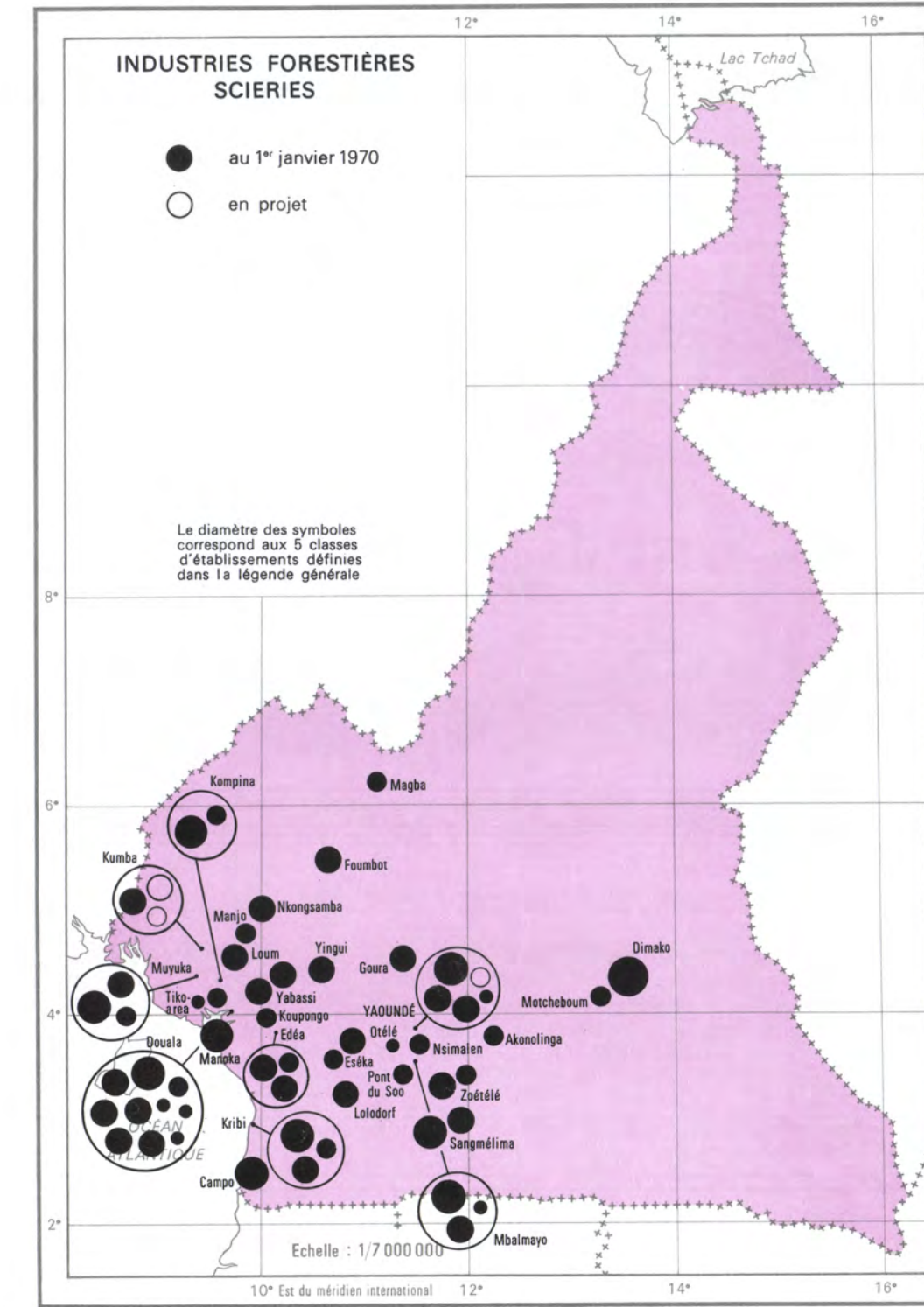
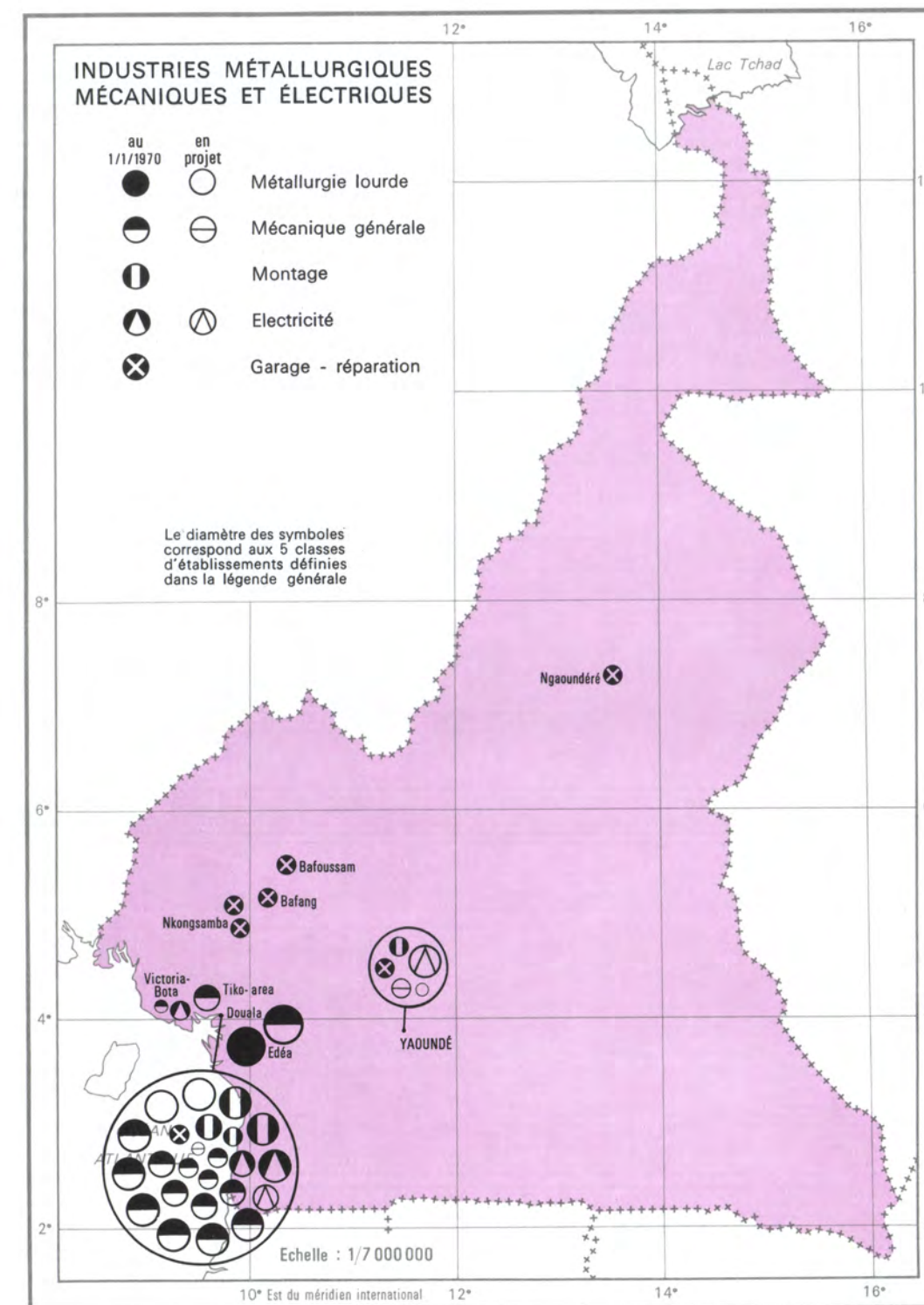
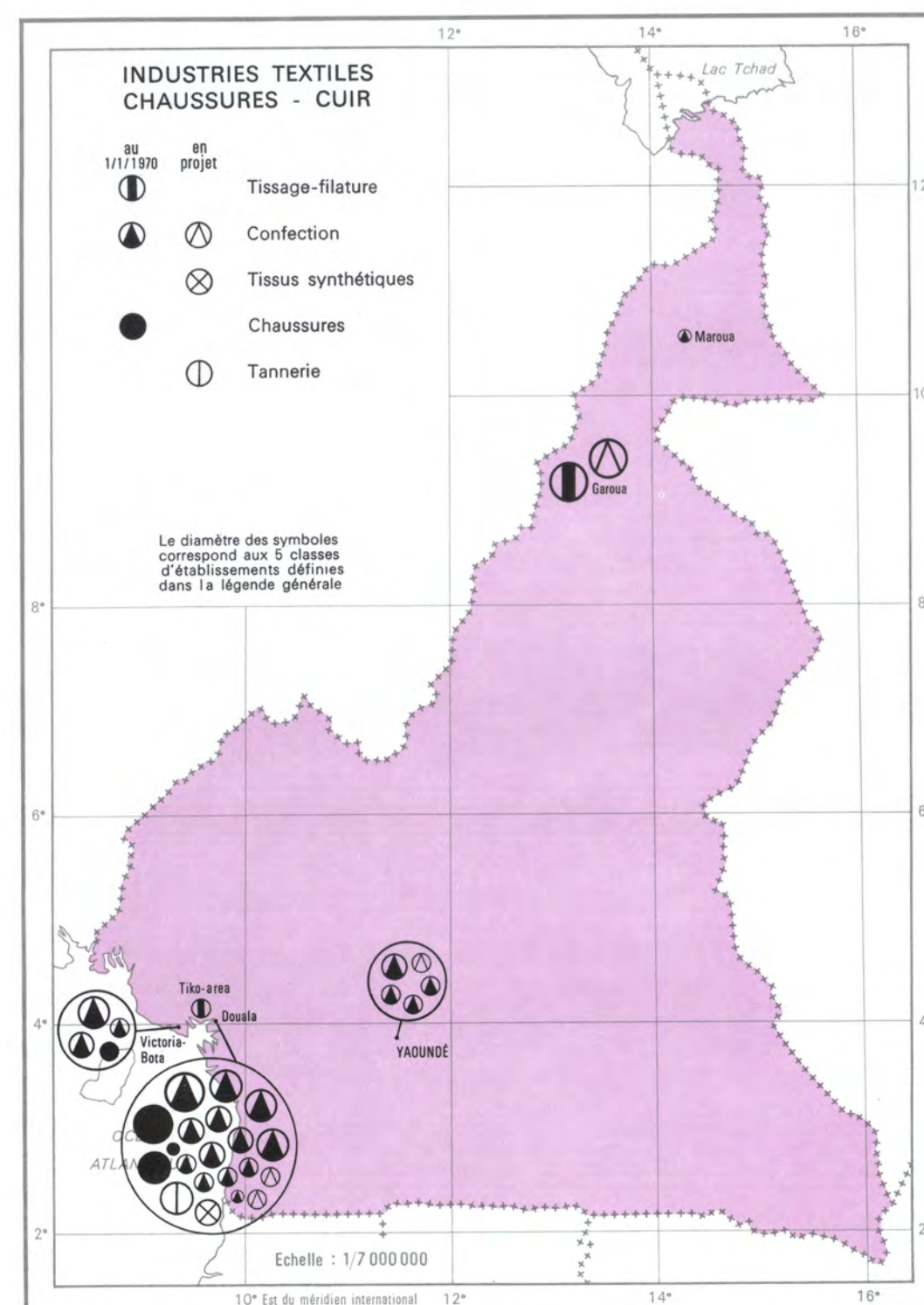
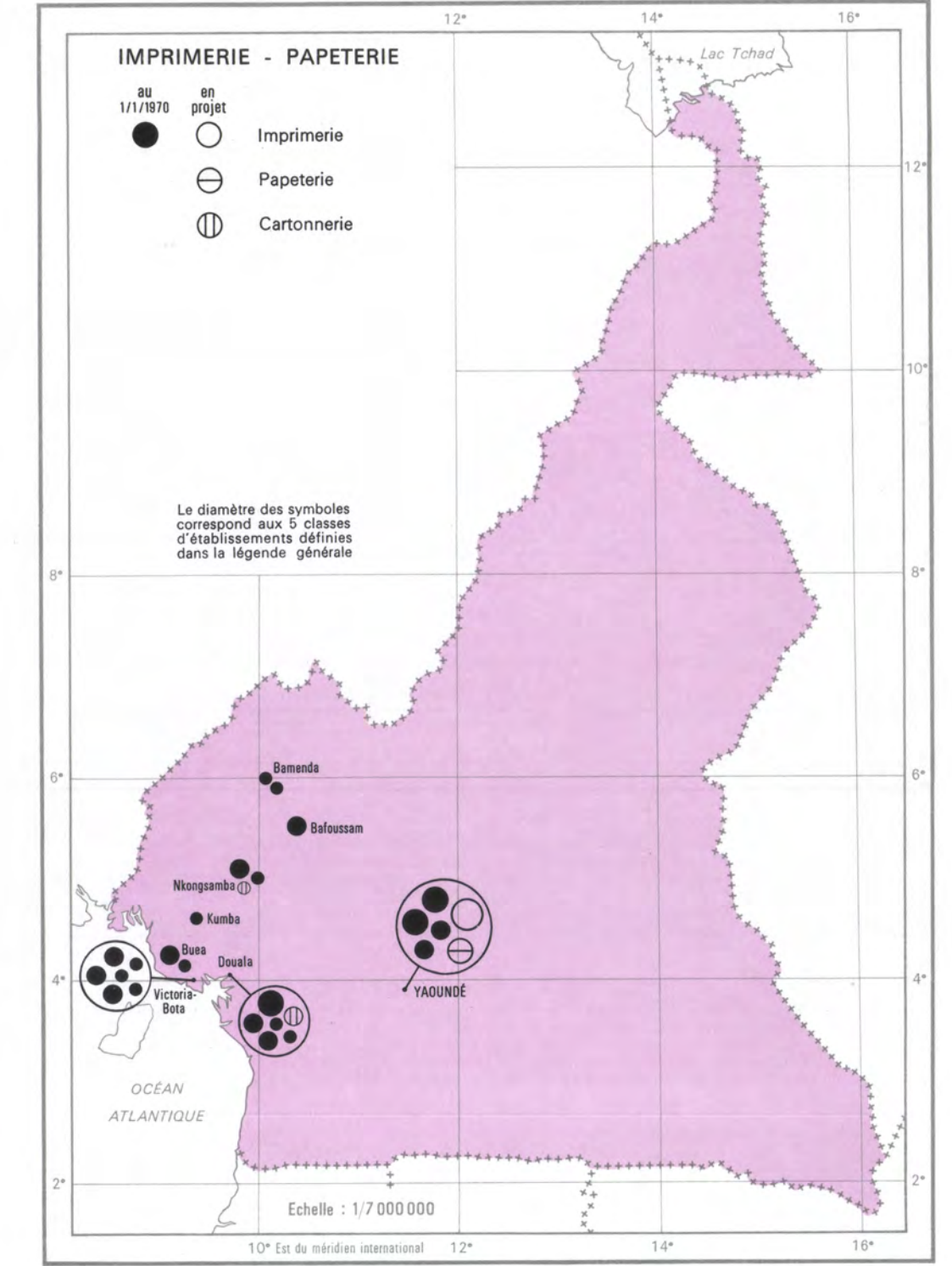
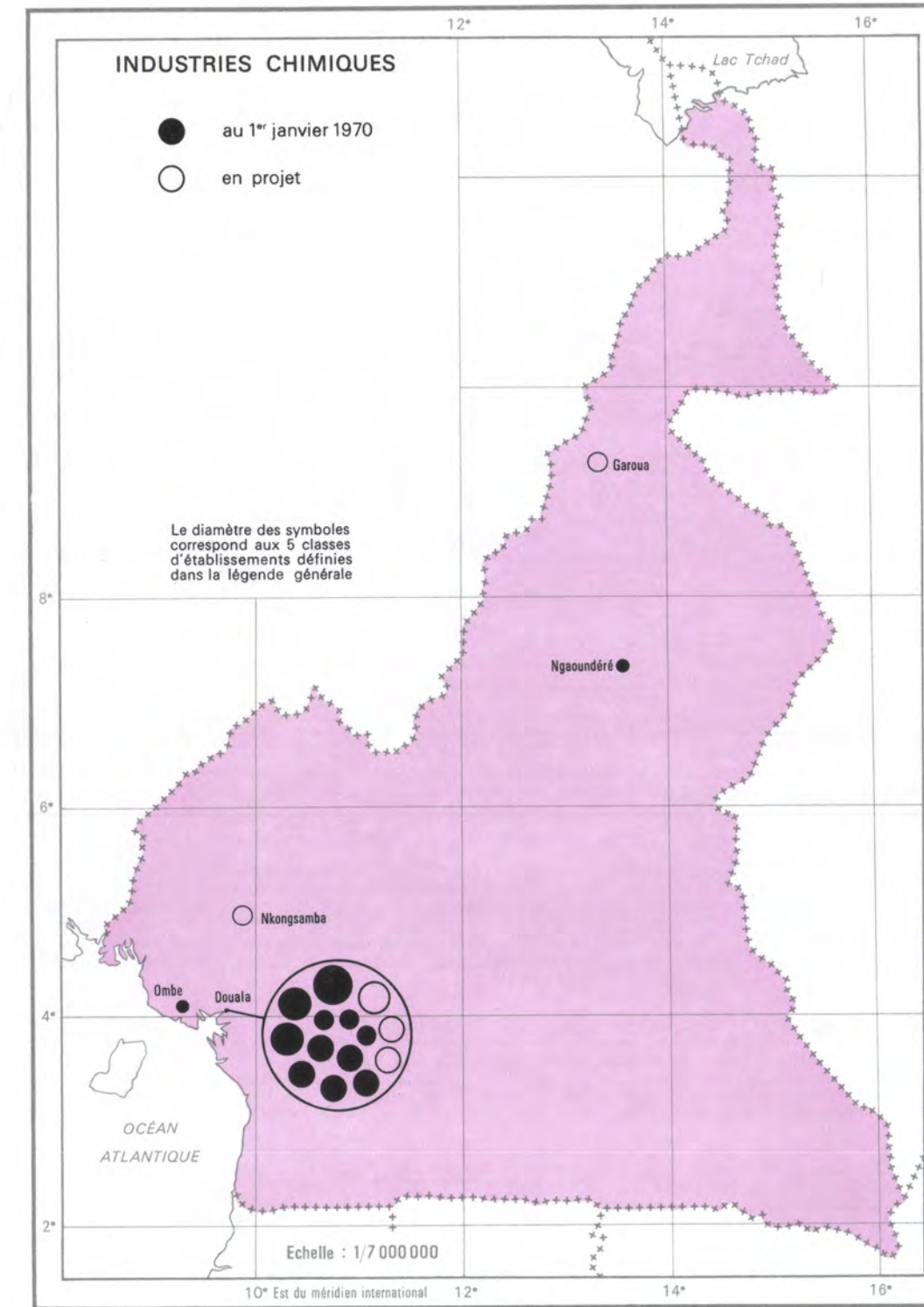
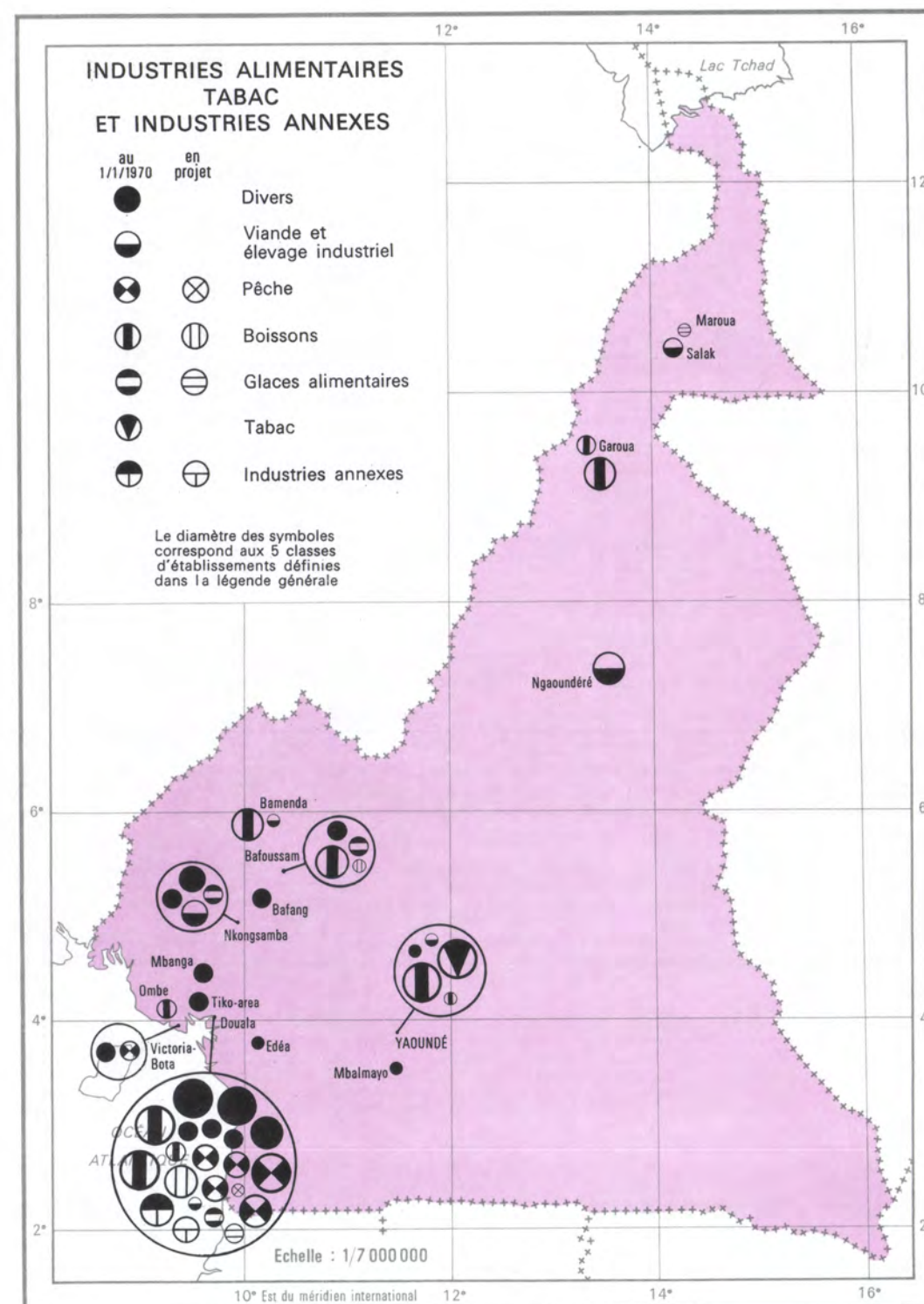
**LÉGENDE GÉNÉRALE**  
(commune aux planches XIV a et XIV b)

**Importance des établissements industriels représentés par des symboles**

- CLASSE I** : plus de 1000 salariés ou plus de 1000 millions de francs C.F.A. de chiffre d'affaires ou plus de 1000 millions de francs C.F.A. d'investissement
- CLASSE II** : plus de 250 salariés ou plus de 250 millions de francs C.F.A. de chiffre d'affaires ou plus de 250 millions de francs C.F.A. d'investissement
- CLASSE III** : plus de 100 salariés ou plus de 100 millions de francs C.F.A. de chiffre d'affaires ou plus de 100 millions de francs C.F.A. d'investissement
- CLASSE IV** : plus de 25 salariés ou plus de 25 millions de francs C.F.A. de chiffre d'affaires ou plus de 25 millions de francs C.F.A. d'investissement
- CLASSE V** : moins de 25 salariés ou moins de 25 millions de francs C.F.A. de chiffre d'affaires ou moins de 25 millions de francs C.F.A. d'investissement

**Organismes de promotion et collecte**

- S.F.C.T. — Société Franco-Camerounaise de Tabac
- C.F.D.T. — Organisme français chargé de promouvoir la culture du coton dans le nord du Cameroun et quelques pays voisins
- U.C.C.A.O. — Coopérative de planteurs de café arabica (triage très moderne)
- S.E.M.R.Y. — Organisme d'état chargé d'organiser la culture irriguée du riz sur les bords du Logone
- Coop. de Bamenda — Coopérative de Bamenda



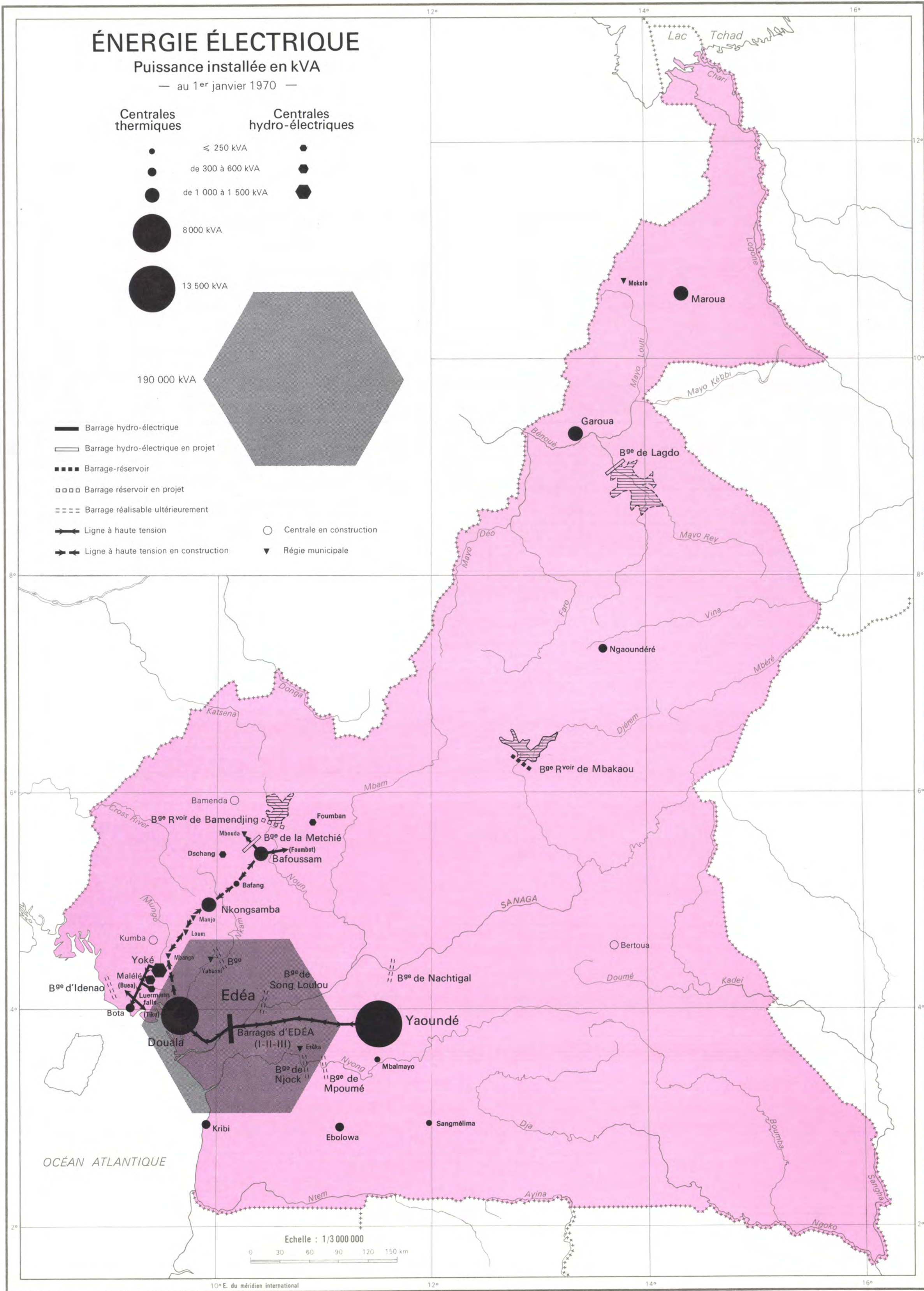
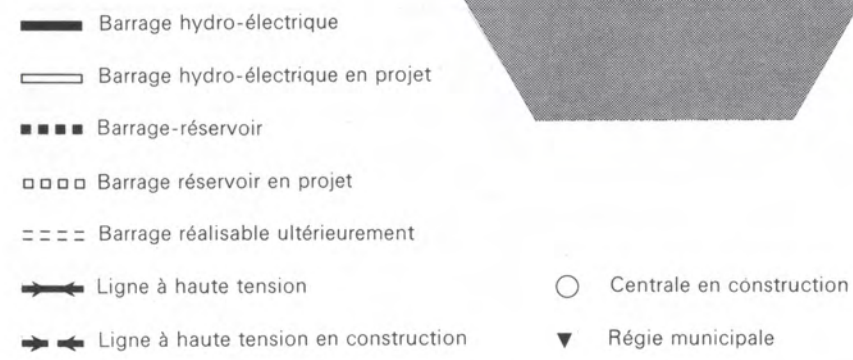
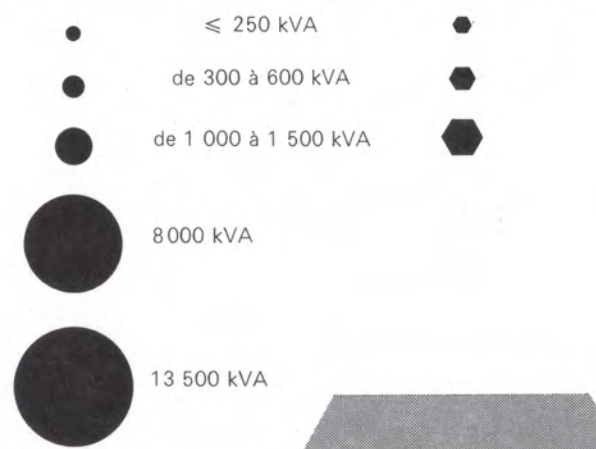


# ÉNERGIE ÉLECTRIQUE

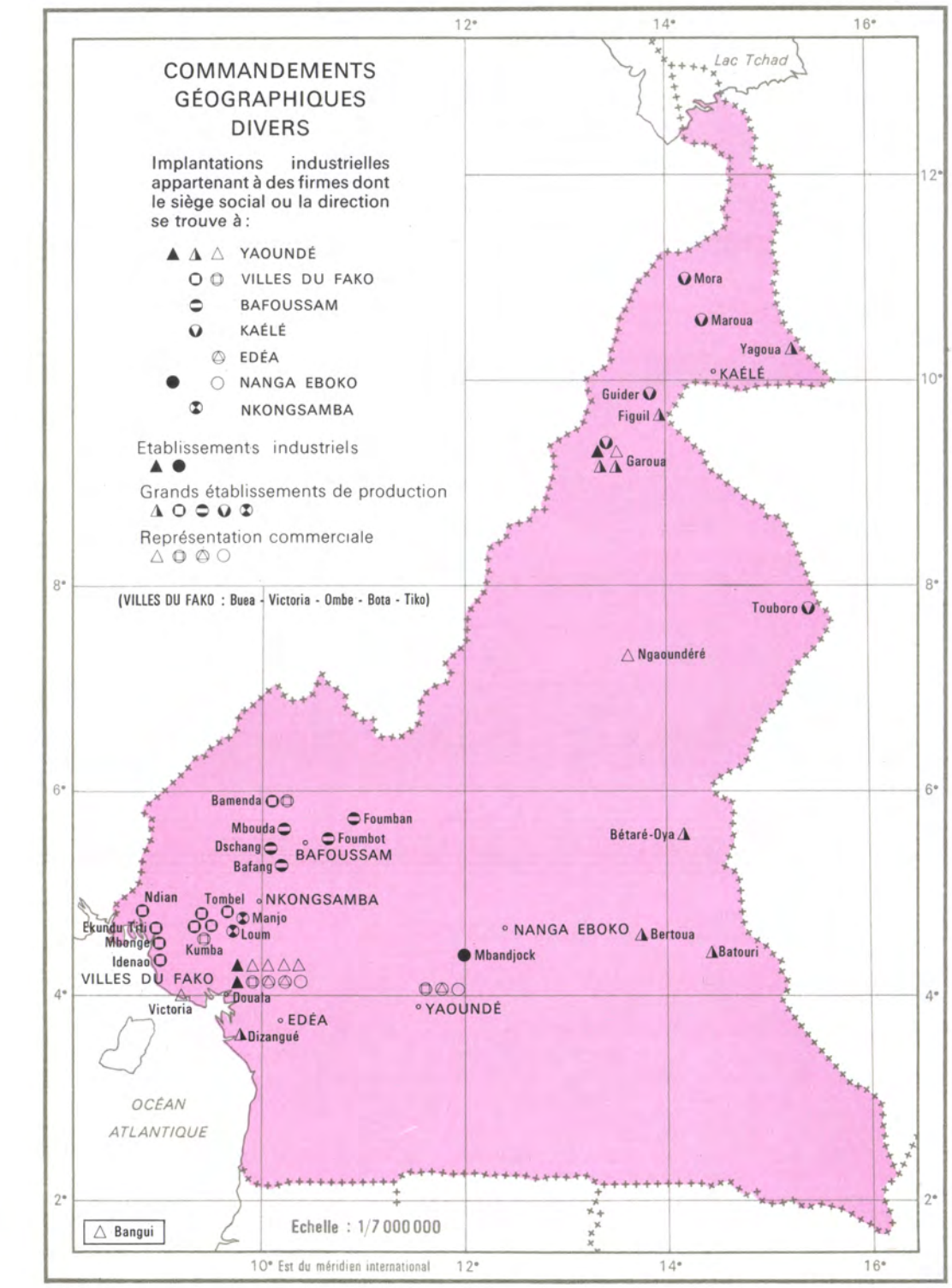
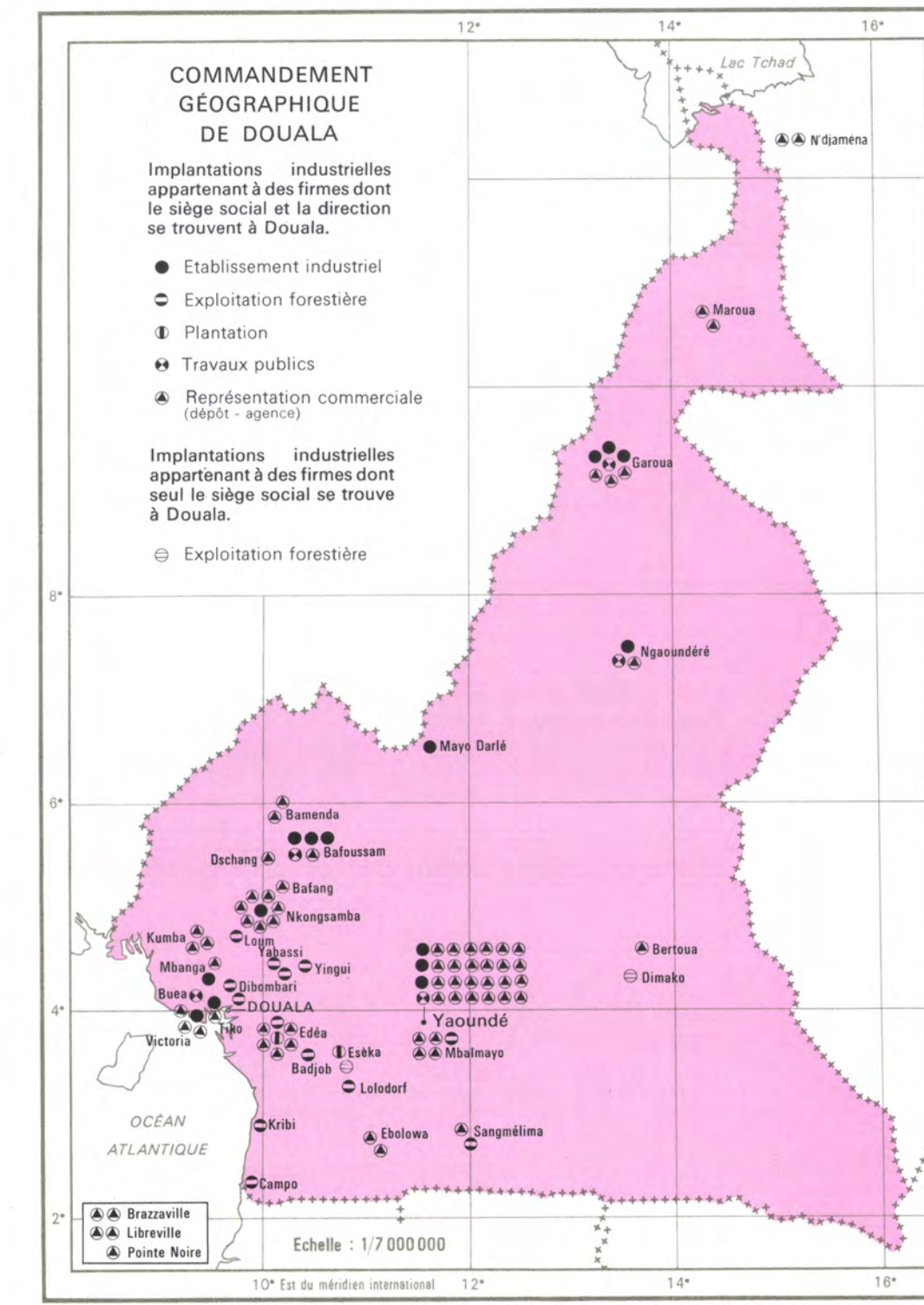
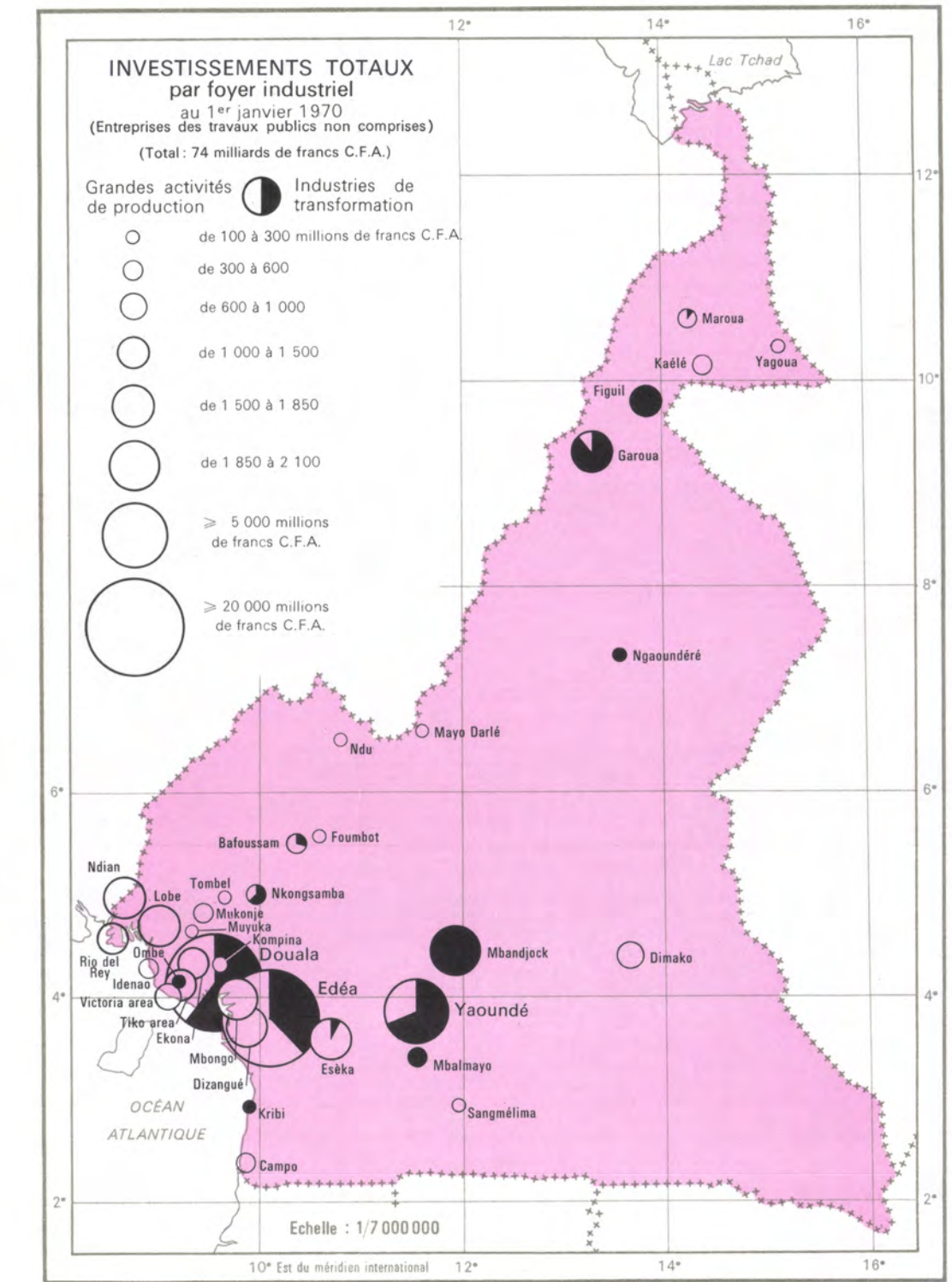
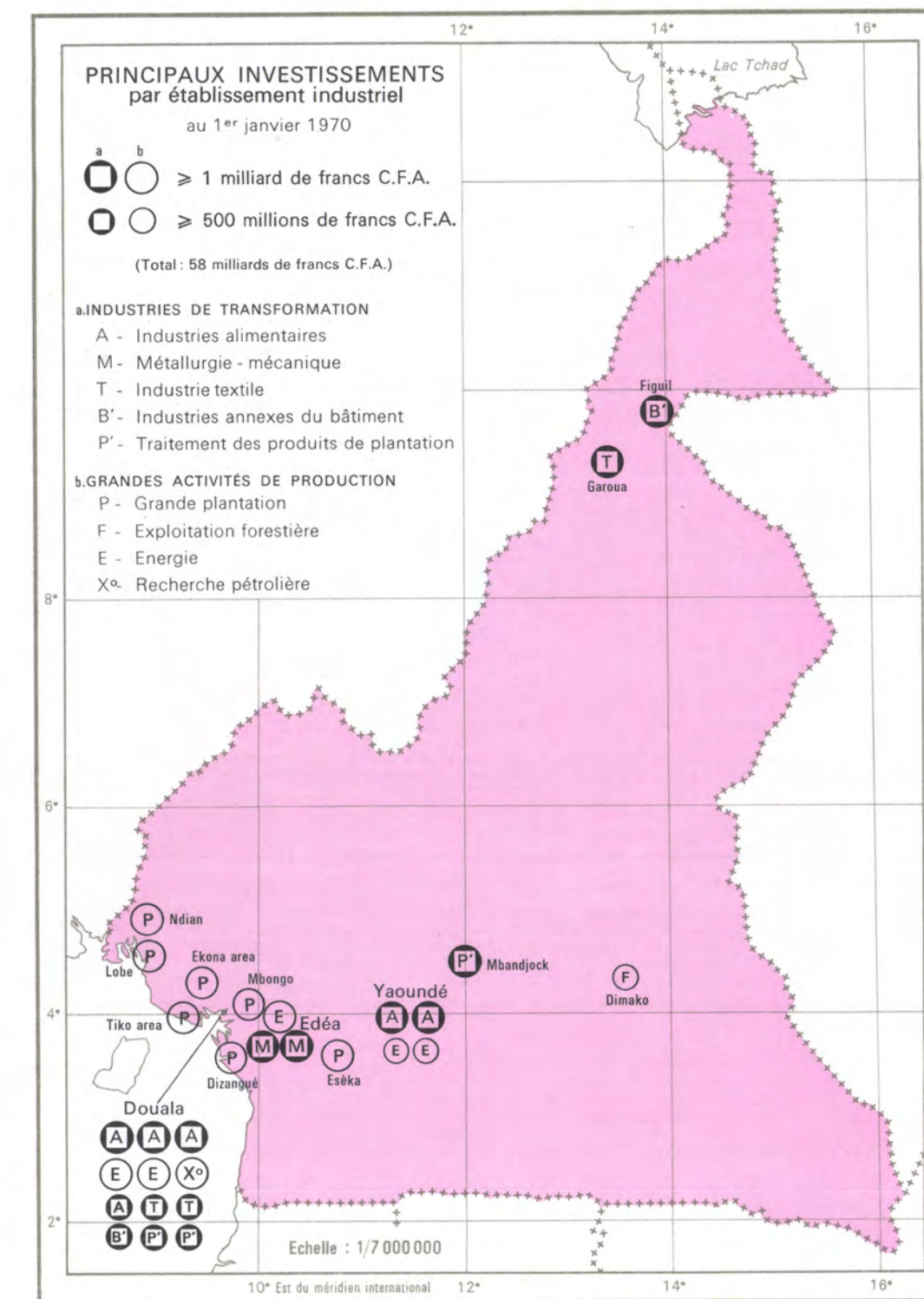
Puissance installée en kVA  
— au 1<sup>er</sup> janvier 1970 —

Centrales thermiques

Centrales hydro-électriques



# AUTRES ASPECTS DE LA GÉOGRAPHIE INDUSTRIELLE



Marguerat Yves. (1976).

Activités de production et de transformation de type industriel.

In : Atlas du Cameroun.

Yaoundé : IRCAM, 6 p.